

## Zehnte Sitzung – Dixième séance

Montag, 14. Juni 1993, Nachmittag  
Lundi 14 juin 1993, après-midi

14.30 h

Vorsitz – Présidence: Herr Schmidhalter

## Fragestunde – Heure des questions

93.5101

Frage Baumberger  
Gatt. Information der Bevölkerung  
Question Baumberger  
Gatt. Information de la population

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Insbesondere nach dem EWR-Nein kommt dem Abschluss der sogenannten Uruguay-Runde des Gatt und namentlich der Zustimmung der Schweiz zum Verhandlungsergebnis für unsere Wirtschaft absolut prioritäre Bedeutung zu. Was unternimmt der Bundesrat, um die Bevölkerung umfassend, verständlich und rechtzeitig zu informieren?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

L'issue du cycle de négociations du Gatt dit d'Uruguay, et notamment l'approbation des résultats desdites négociations par la Suisse, sont d'une importance primordiale pour notre économie, et plus encore après le non à l'EEE. Que fait le Conseil fédéral pour donner à la population en temps voulu une information complète et une bonne compréhension du problème?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: L'information concernant l'Uruguay Round du Gatt a été relancée au début de cette année, après la longue pause qui a marqué ses négociations en 1992. Cette information s'est adressée aux cercles politiques et parlementaires, à une large gamme de groupes les plus divers qui, depuis la votation sur l'EEE en particulier, manifestent un regain d'intérêt pour l'Uruguay Round.

Cette information, Monsieur Baumberger, il est particulièrement indispensable, comme vous le dites, que nous y songions d'une manière professionnelle, car nous voyons bien que le message qui n'a finalement pas passé concernant l'Espace économique européen était en soi presque plus concret, plus compréhensible que le message du Gatt. Dans le Gatt, en effet, on manipule beaucoup d'abstractions, beaucoup de notions qui ne sont pas immédiatement saisissables, et le risque est très grand, lorsque nous aurons à en discuter devant le peuple, que le peuple, n'étant pas informé de manière concrète, directe et pratique, marque sa résistance. Le langage des diplomates et des hommes politiques au Gatt, c'est «green box», «multifonctionnalité», «tarification généralisée», «trips», «MTO», «accès aux marchés», «codex», c'est-à-dire un jargon de hauts spécialistes, une langue de bois qu'il faut absolument ouvrir.

C'est dans ce sens qu'un groupe de travail a été mis sur pied afin de présenter au Conseil fédéral un programme concret

d'informations, lequel, avant d'être adopté, sera soumis et discuté dans le cadre des commissions parlementaires spécialisées pour qu'il prenne tout de suite un bon départ.

Baumberger: Herr Bundesrat, ich bin sehr erfreut über Ihre Bereitschaft, diese Information offensichtlich früher anzugehen, als das seinerzeit beim EWR der Fall war. Ich bin auch der Meinung, dass es sich hier um wesentlich abstraktere Probleme handelt, die der Bevölkerung noch schwerer verständlich zu machen sind.

Zusatzfrage: Wann ist mit diesem Programm zuhanden der Kommissionen zu rechnen? Geht es da um einen grösseren finanziellen Aufwand, oder kann man das mit den bestehenden Mitteln, sei es im diplomatischen Dienst, sei es von Ihren Mitarbeitern, erledigen?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Le conseil fédéral doit prendre ces décisions de principe et, pour cela, calibrer son appareil à la rentrée d'automne.

93.5108

Frage Allenspach  
Arbeitslosentaggelder für Schulentlassene  
Question Allenspach  
Indemnités de chômage  
pour jeunes en fin de scolarité

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Kann der Bundesrat die Pressemeldungen bestätigen, wonach eine steigende Zahl jugendlicher Schulentlassener auf den Antritt einer Berufslehre verzichten oder diesen aufschieben bzw. eine angefangene Berufslehre abbrechen und statt dessen Arbeitslosentaggelder von über 1700 Franken pro Monat beziehen, das Mehrfache eines Lehrlingslohnes? Was gedenkt der Bundesrat gegen einen solchen Missbrauch der Arbeitslosenversicherung zu unternehmen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le Conseil fédéral peut-il confirmer l'information selon laquelle un nombre croissant de jeunes en fin de scolarité renoncent à commencer un apprentissage ou reportent le moment de la faire, voire interrompent un apprentissage en cours de route, cela afin de toucher des indemnités de chômage pour un montant supérieur à 1700 francs par mois, somme qui représente plusieurs fois un salaire d'apprenti? Que pense entreprendre le Conseil fédéral contre cet abus commis aux dépens de l'assurance-chômage?

M. Delamuraz, conseiller fédéral: Nous ne disposons d'aucune enquête statistique précise permettant de confirmer la tendance constatée par M. Allenspach, lequel, d'ailleurs, connaît bien la question professionnellement et aussi du fait qu'il appartient aux commissions consultatives en la matière instituées par la Confédération.

Qu'est-ce que je peux observer? C'est que le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est actuellement de 4,2 pour cent en moyenne suisse, c'est-à-dire très légèrement en dessous de la moyenne générale de 4,3 pour cent. Indépendamment de son ampleur qui ne peut donc pas être réellement quantifiée, ce phénomène constitue manifestement un abus qu'il faut réprimer, et à cet effet, le projet de révision de la loi sur l'assurance-chômage, qui va partir en consultation très prochainement, prévoit l'introduction d'un délai d'attente qui, pour cette catégorie d'assurés, pour autant que ce délai ne soit pas trop court – et il ne le sera pas –, devrait permettre d'éviter la majorité des abus que l'on constate aujourd'hui.

Il devrait nous permettre, en particulier, d'éviter cette solution facile pour des jeunes, qui à court terme abandonnent leurs

études, voire leur apprentissage, mais surtout leurs études, pour pouvoir disposer d'une indemnité de l'assurance-chômage qui est en général plus large que ce dont ils disposent s'ils ont la force de poursuivre leurs études. Il y a là un court-circuitage et un dérapage auquel la nouvelle loi pourra mettre un terme. Nous allons en tout cas dans cette direction.

**Allenspach:** Ich bin durchaus in der Lage, Ihnen einige Angaben für diese Studie zu liefern. Wir haben verlangt, dass solche Untersuchungen gemacht werden. Diesen Begehren wurde bis anhin nicht entsprochen. Ich frage den Bundesrat an, ob er nun bereit ist, Untersuchungen durchzuführen, ob und in welchem Umfang in ganz bestimmten Sektoren, in denen eine überproportional hohe Arbeitslosenquote besteht, Missbräuche vorkommen. Die vorliegenden Zahlen deuten nämlich darauf hin, dass Missbräuche vorkommen. Wir wissen, dass die Arbeitslosenquote bei den 20- bis 29-jährigen doppelt so hoch ist wie im allgemeinen Durchschnitt, und auch bei den Schulentlassenen ist sie höher.

Die Zusatzfrage lautet: Ist der Bundesrat bereit, derartige Studien anzuordnen, damit wir für die Gesetzgebung genau wissen, wo wir eingreifen haben und welche Missstände wir abstellen müssen?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Le Conseil fédéral accompagnera l'analyse des résultats de la consultation sur la nouvelle loi de réflexions et de renseignements factuels sur les réalités statistiques que l'on observe dans ce secteur et, à cet égard, il approfondira, par les moyens qu'il jugera bon, la connaissance qu'il a en particulier dans ce domaine.

93.5124

**Frage Zisyadis**  
**Privatisierung der Arbeitslosenversicherung**  
**Question Zisyadis**  
**Privatisation de l'assurance-chômage**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Revision des Arbeitslosenversicherungsgesetzes ruft zurzeit die originellsten und vielfältigsten Ideen hervor. Stimmt es, dass der Bundesrat die Privatisierung der heutigen Arbeitslosenversicherung in Betracht zieht?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

La révision de la loi sur l'assurance-chômage est en train de susciter des idées très originales dans leur diversité. Est-il exact que le Conseil fédéral envisage une privatisation de notre système actuel?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: L'idée d'une privatisation de l'assurance-chômage a été lancée récemment, dans un débat public, d'une manière un peu spontanée. On présentait l'idée d'un système à trois piliers, un peu comme l'AVS. Le 1<sup>er</sup> pilier, obligatoire, serait payé par l'employeur et le travailleur; il devrait couvrir le minimum vital. Le 2<sup>e</sup> pilier correspondrait au système actuel de la prévoyance professionnelle, et il serait alimenté par des cotisations de l'entreprise et de l'employé, à des taux différenciés. Enfin, le 3<sup>e</sup> pilier serait laissé à la responsabilité de chacun.

Je peux vous dire, Monsieur Zisyadis, que le Conseil fédéral n'a pas compris une telle solution dans celle qu'il a analysée et préparée pour la consultation et que, par conséquent, dans ce qu'il soumettra en matière de nouvelle orientation de la loi sur l'assurance-chômage, ne se trouvera pas une solution de privatisation. J'ajoute qu'en 1989 le Conseil fédéral avait examiné différents modèles concernant l'indemnité en cas d'intempéries, ce qui n'était donc pas une modification générale de la loi, mais du chapitre intempéries.

Et parmi ces modèles il y en avait un, sans doute, qui parlait d'une assurance privée comme devant être responsable de régler ce type d'indemnité. Le Conseil fédéral ne l'a pas retenu, car cela représentait à l'époque un coût trop élevé, non compétitif, des conséquences négatives qui auraient surtout incité au licenciement plutôt qu'à l'assurance privée. C'était suffisamment réhibitoire pour qu'on ne choisisse pas la voie de l'assurance privée.

Si les résultats de la consultation devaient apporter avec une certaine insistance un tel modèle, nous ne refuserions naturellement pas de l'examiner, mais de l'examiner dans le cadre de la révision générale et, a priori, le Conseil fédéral n'y est pas favorable.

93.5129

**Frage Zisyadis**  
**Erhaltung von Arbeitsplätzen in Krisenregionen**  
**Question Zisyadis**  
**Maintien d'emplois**  
**dans les régions touchées par la crise**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Unternehmen, die sich finanziell in bester Verfassung befinden, wie die SMH (Schweizerische Gesellschaft für Mikroelektronik und Uhrenindustrie AG), schliessen Produktionseinheiten, ohne sich um die industrielle Verödung ganzer Regionen zu kümmern. Welche Massnahmen gedenkt der Bundesrat zu ergreifen, damit in den betroffenen Regionen die Arbeitsplätze erhalten bleiben?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Des entreprises pourtant en excellente santé financière, comme la SMH (Société Suisse de Microélectronique et d'Horlogerie SA), ferment des unités de production sans se soucier de la désertification industrielle des régions. Quelles mesures entend prendre le Conseil fédéral pour maintenir les emplois dans les régions touchées?

**M. Delamuraz,** conseiller fédéral: Nous devons nous réjouir qu'il y ait, malgré une conjoncture morose et un avenir qui ne soit pas bien assuré, des entreprises en bonne santé. C'est en adaptant continuellement leur appareil de production qu'elles peuvent se développer, maintenir des emplois et même créer des emplois.

Dans le cas de l'entreprise citée par M. Zisyadis – un transfert de production ne concernant que quelques dizaines d'emplois –, c'est en réalité 40 personnes qui seraient reclassées et des solutions de remplacement trouvées pour 10 autres personnes; on ne peut en aucun cas parler d'une désertification économique, car, pour le reste, vous savez bien que le nombre de collaborateurs de la société que vous citez est de 14 304. Cinquante sur cet effectif, et un effectif qui se recrute beaucoup justement dans les régions subjurassiennes et jurassiennes où l'on souffre plus particulièrement des difficultés de l'économie, on ne peut pas dire que cette proportion soit de nature à mettre en péril ces régions et le travail qu'y accomplit la SMH – pour l'appeler enfin par son nom.

J'ajoute que la Confédération contribue par des aides financières à la diversification de ces régions dites économiquement menacées, que le Conseil fédéral entend poursuivre cette tâche de politique régionale. C'est dans cet esprit qu'il vient de soumettre à consultation un nouveau projet d'arrêté fédéral – je vous en donne le titre – «... visant à renforcer les structures économiques régionales et l'attrait de la place économique suisse». Voilà l'état particulier et l'état général de la question.

93.5112

**Frage Bühler Gerold**  
**Investitionsbonus. Aufteilung auf die Kantone**

**Question Bühler Gerold**  
**Prime à l'investissement.**  
**Répartition entre les cantons**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Auf welches Interesse seitens der Kantone stösst bisher der vom Bund zugeteilte Investitionsbonus?  
 Ist der Bundesrat bereit, dem Umstand, dass von Kanton zu Kanton eine unterschiedliche Nachfrage nach begünstigten Projekten auftreten dürfte, Rechnung zu tragen und regionalpolitische Besonderheiten zu berücksichtigen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Les cantons ont-ils manifesté de l'intérêt pour la prime à l'investissement versée par la Confédération?  
 Le Conseil fédéral est-il disposé à tenir compte d'une éventuelle diversité de la demande selon les cantons et à prendre les particularités régionales en considération?

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Le bonus à l'investissement, Monsieur Bühler Gerold, remporte un très grand intérêt; nous l'avons engagé à la suite des décisions du Parlement de ce printemps, d'une manière résolue, et il apporte déjà non seulement des demandes, mais des décisions de mon département qui ont été prises tout au long de ces dernières semaines déjà. Le montant précis de la somme que nous engageons, je ne peux pas vous le citer aujourd'hui, car le chiffre que je vous indiquerais serait peu réaliste et sans doute dépassé demain. Nous pourrions établir un bilan en automne, mais toutes les informations dont nous disposons aujourd'hui sont convergentes: elles nous montrent que l'aide demandée excédera les crédits disponibles.

Vu la nécessité de procéder rapidement à l'allocation de ces crédits, une première tranche est attribuée selon deux critères: la population du canton et le taux de chômage de celui-ci. Avec le premier critère, on prend en considération, bien sûr, la taille de l'économie du canton en cause. Avec le second, on apprécie la gravité de la récession qui frappe ce canton. C'est ainsi que l'on tient compte des particularités régionales, comme vous-même le souhaitez. En réalité, des critères plus fins, plus sophistiqués iraient certainement à fins contraires, en ce sens qu'ils seraient moins facilement praticables, administrativement plus difficiles et pour finir peut-être même moins fiables. Cette méthode a été accueillie favorablement. Si les expériences de la première tranche, jusqu'à l'automne, devaient nous révéler qu'on peut encore l'améliorer et la corriger, alors nous le ferions pour la deuxième tranche de crédits. Une dernière chose pour votre information: il y a évidemment des cantons et des collectivités publiques qui sont allés plus vite que d'autres, et cela va s'égaliser dans le temps. Les Suisses se lèvent tôt, mais se réveillent tard, dit-on parfois. Il est bien possible que, grâce à cette attribution de dotations cantonales, on évite – ce qui aurait été mauvais – de tout donner à ceux qui sont sortis des starting-blocks les premiers et ne plus rien avoir au bout du compte pour ceux qui arrivent dans la deuxième moitié de la course. Cette garantie d'une bonne répartition est ainsi faite.

93.5114

**Frage Goll**  
**Benachteiligung von Frauen in Krisenzeiten**

**Question Goll**  
**Désavantages subis par les femmes**  
**en période de crise**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

In der heutigen Krisensituation sind Frauen besonders stark benachteiligt: Sie werden zunehmend in prekäre Beschäftigungsverhältnisse abgedrängt, zuerst zurückgestuft und entlassen und bekommen die negativen Auswirkungen der von oben verordneten Sparmassnahmen – namentlich im Gesundheits-, Erziehungs- und Sozialbereich – als erste zu spüren.

Mit welchen konkreten Massnahmen gedenkt der Bundesrat hier Gegensteuer zu geben?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Dans le climat actuel de crise économique, les femmes sont particulièrement désavantagées: elles sont de plus en plus reléguées dans des emplois subalternes, leurs salaires diminuent quand elles ne perdent pas leur emploi; en outre elles sont les premières à subir les effets négatifs des mesures d'économies décidées en haut lieu – dans le domaine de la santé publique, de l'instruction publique et dans le secteur social.

Quelles mesures concrètes le Conseil fédéral peut-il envisager de prendre pour remédier à cette situation?

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: La question posée par M<sup>me</sup> Goll doit être examinée à la lumière des informations statistiques. Nous constatons que, selon le recensement de la population, sur les 3,620 millions de personnes actives recensées en 1990, 1,410 million de personnes étaient des femmes; les femmes représentaient donc, en 1990, 39 pour cent de la population active. Dans les statistiques du chômage d'avril 1993, on comptait environ 39,9 pour cent de femmes au chômage contre 60,1 pour cent d'hommes. On peut donc dire que les taux de chômage étaient quasiment analogues, ou même identiques, entre les hommes et les femmes. Sur la base des statistiques des chômeurs inscrits, les taux de chômage sont, en effet, de 4,4 pour cent pour les femmes, de 4,2 pour cent pour les hommes.

Alors, pour tenir compte de la situation difficile sur le marché du travail, la loi sur l'assurance-chômage prévoit plusieurs mesures spécifiques qui ne sont pas destinées seulement aux femmes, juridiquement, mais qui, à cause de leur situation profitent de facto surtout aux femmes. C'est ainsi que les personnes qui se présentent sur le marché du travail à la suite d'un divorce ou de la mort du conjoint bénéficient des prestations de l'assurance-chômage sans avoir jamais cotisé. Cela est vrai pour les hommes aussi, c'est parfaitement clair, mais disons que dans la majorité des cas, ce sont plutôt des femmes qui profitent de cette disposition libérale et socialement clairvoyante. Pour les personnes qui ne peuvent pas bénéficier de cette mesure, de surcroît, il y a malgré tout la possibilité de suivre gratuitement des cours ou de participer à des programmes d'occupation même si l'on n'a pas cotisé à l'assurance-chômage.

Dans le cadre, maintenant, non plus du droit positif, mais du droit futur, dans la révision de la loi sur l'assurance-chômage, je peux vous dire, Madame Goll, que le Conseil fédéral entend proposer que la couverture de l'assurance-chômage soit élargie en faveur des femmes qui se présentent à nouveau sur le marché du travail après avoir interrompu leur activité professionnelle, notamment pour se consacrer à l'éducation de leurs enfants. Actuellement, cette réinsertion des femmes est problématique, surtout face à la situation économique que nous connaissons. Nous pensons que c'est là une disposition de la

nouvelle loi sur l'assurance-chômage qui devrait être prise pour éviter cette discrimination de fait et de droit qui frappe les femmes dans leur volonté de travailler et de se réinsérer dans le marché du travail.

Frau **Goll**: Herr Bundesrat, Sie haben die statistischen Zahlen des Biga erwähnt. Daneben gibt es ja auch eine neue Berechnung des Bundesamtes für Statistik, nämlich die Schweizerische Arbeitskräfteerhebung (Sake), die ganz klar nachweist, dass Frauen stärker von Arbeitslosigkeit betroffen sind. Ihr Anteil beträgt rund 60 Prozent. Viele betroffene Frauen sind auch gar nicht in den offiziellen Arbeitslosenzahlen enthalten, weil sie sich beim Arbeitsamt zum Beispiel als Wiedereinsteigerinnen nicht melden können.

Ich möchte eine Zusatzfrage stellen, weil ich auf meine Frage keine Antwort erhalten habe. Der Bundesrat hat im März einen Investitionsbonus bewilligt, und da werden jetzt bereits auch Projekte erfolgreich umgesetzt. Diese Programme, die ausgelöst werden, beziehen sich hauptsächlich auf die Baubranche, und wir wissen alle, dass das vor allem Arbeitsbiographien – traditionelle Arbeitsplätze – von Männern sind. Ich möchte Sie fragen, ob Sie bereit sind, entsprechende finanzielle Mittel zur Verfügung zu stellen, die auch auf die Arbeitsbiographien von Frauen, z. B. im Erziehungs-, Gesundheits- oder Sozialbereich, ausgerichtet sind.

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Je réponds à votre intervention et à votre question. Quant à votre intervention, je vous donne raison, Madame Goll, en disant sans doute que la statistique sur laquelle je me suis fondé est celle dont j'ai à répondre et dont le Conseil fédéral a à répondre puisque c'est celle des chômeurs inscrits, des travailleurs inscrits, et c'est sur cette base que nous travaillons. Il est vrai de dire que dans l'enquête que l'Office fédéral de la statistique a faite et qui va au-delà de l'enregistrement administratif dont j'ai parlé, la part des femmes à la recherche d'une activité était de 3,5 pour cent contre 2,1 pour cent pour les hommes, statistique du deuxième trimestre 1992. Cette différence s'explique en grande partie par le fait qu'un nombre considérable de femmes se sont retirées du marché du travail à l'époque et ne se sont donc plus inscrites comme chômeuses auprès des offices du travail. Je ne peux pas aller les rechercher et les détecter. Du point de vue de l'office du chômage et du point de vue des indemnités de chômage, elles n'entrent pas dans la composition. D'autre part – et ça, c'est encore plus important –, un grand nombre de ces femmes n'étaient simplement pas actives auparavant et elles n'apparaissaient donc pas dans la statistique des chômeurs inscrits. Cette nuance et cette correction étant faites, j'en viens à répondre à votre question.

Le Parlement, lors des débats que nous avons eus au printemps, a été très clair. Il a accepté un programme conjoncturel dit «bonus à la construction», qu'il a d'ailleurs transformé pendant ces débats comme étant la seule solution pour animer le secteur économiquement le plus touché en général et comme devant générer des emplois dans d'autres secteurs. Vous connaissez le vieil adage: quand le bâtiment va, tout va.

Le Parlement n'a en revanche ni autorisé ni recommandé au Conseil fédéral d'aller dans une autre direction pour faire de l'animation conjoncturelle dans d'autres secteurs, à la différence de ce qui avait été fait il y a une vingtaine d'années et il y a une douzaine d'années, lors des deux crises précédentes, et je pense que de ce point de vue-là il a eu raison. Ce serait souvent des emplâtres sur des jambes de bois et des programmes d'animation alibi. C'est dire que la philosophie ayant été fixée ici, je ne vois pas d'autres possibilités d'animation que celles dont j'ai parlé, mais nous ne fermons pas la porte d'une manière définitive, et si le chômage des femmes devait se révéler d'une manière plus ample encore dans les temps qui viennent, nous sommes ouverts à toute présentation et à toute étude.

93.5127

**Frage Dormann**  
**Anbaumethode für Gemüse. Deklarationspflicht**

**Question Dormann**  
**Méthodes de culture pour les légumes.**  
**Obligation d'annoncer**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Gemäss Artikel 1 Absatz 2 der Verordnung des EVD betreffend die Uebernahme von Tomaten und Gurken aus dem Anbau 1993 haben die inländischen Produzenten jeder Lieferung eine Deklaration über die Anbautechnik (Freiland, traditionelle Gewächshausproduktion, Hors-sol-Kultur) beizulegen. Teilt der Bundesrat die Meinung, dass im Sinne der Markttransparenz auch die Konsumentinnen und Konsumenten ein Recht auf die gleiche klare Deklaration der Produktionsmethoden haben, damit sie ihre wichtige Rolle in der Marktwirtschaft überhaupt wahrnehmen können?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Aux termes de l'article premier alinéa 2 de l'ordonnance du DFEP concernant la prise en charge de tomates et de concombres produits en 1993, les producteurs indigènes doivent joindre à chaque livraison une déclaration mentionnant la méthode de culture utilisée (en plein champ, production traditionnelle sous serre, culture hors-sol).

Le Conseil fédéral partage-t-il l'opinion selon laquelle la nécessité d'assurer la transparence du marché exige que l'on reconnaisse aux consommateurs le droit d'obtenir une déclaration tout aussi claire au sujet des méthodes de production, étant donné qu'ils ne sauraient autrement remplir la fonction importante qui leur incombe dans une économie de marché?

**M. Delamuraz**, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est de l'avis que la transparence doit régner dans l'économie de marché, tant à l'échelon de la production qu'à celui du commerce. L'ordonnance du Département fédéral de l'économie publique du 30 avril 1993, concernant la prise en charge de tomates et de concombres qui seront produits cette année par les producteurs, leur prescrit de joindre à chaque livraison, Madame Dormann, une déclaration qui mentionne la méthode de culture utilisée: plein champ, production traditionnelle sous serre, culture hors-sol. Pourquoi? Parce que les frais de production sont différents entre les hors-sol et les traditionnelles, et qu'ils doivent conduire naturellement à des prix de prise en charge différents d'un secteur à l'autre. Cette obligation de déclaration est en quelque sorte le pendant de l'obligation qu'ont les importateurs de prendre en charge des produits indigènes. On ne peut pas jouer sur tous les tableaux en gagnant partout. Il y a une certaine réciprocité et une certaine harmonie de comportement.

La loi fédérale sur l'information des consommateurs, de surcroît, pose le principe de la déclaration dans la mesure où l'intérêt des consommateurs le justifie. Cette condition est remplie en l'occurrence. Selon la loi, l'obligation de déclarer incombe à celui qui met en vente les produits. Cela veut dire que les distributeurs ne pourront remplir cette condition que si les importateurs sont eux aussi soumis à l'obligation de renseigner. La déclaration doit faire l'objet d'une convention de droit privé entre les milieux économiques concernés et les associations de consommateurs. C'est pour un bon bout une question de confiance mutuelle des partenaires, en l'occurrence.

Si aucune convention de droit privé n'est mise sur pied dans un délai raisonnable, ou si cette convention a été mise sur pied, mais qu'elle est transgressée tous les jours, alors il se posera la question d'une obligation réglementaire. Le Conseil fédéral veut essayer de l'éviter. Il veut faire jouer les milieux responsables, et ce n'est que si ceux-ci ratent l'initiative que nous devons, en ultima ratio, éventuellement intervenir.

93.5099

**Frage Cavadini Adriano**  
**RTSI. Verbreitung der Programme in Italien**  
**Question Cavadini Adriano**  
**RTSI. Diffusion des programmes en Italie**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Anstrengungen, die der Bundesrat bei den italienischen Behörden unternommen hat, damit die Programme des Tessiner Fernsehens zumindest im Norden Italiens empfangen werden können, haben bisher zu keinem Resultat geführt. Da man zurzeit in Italien die Frage, welche Frequenzen welchen öffentlichen und privaten Sendern zur Verfügung gestellt werden sollen, erneut überprüft, und dies für RTSI, das Tessin und die italienischen Zuschauerinnen und Zuschauer, namentlich in den Grenzregionen, von grossem Interesse ist, frage ich, ob der Bundesrat dieses Anliegen nicht erneut bei den italienischen Behörden vorbringen sollte (beispielsweise anlässlich des bevorstehenden Besuchs von Bundesrat Cotti in Rom). Dabei sollte ein weiteres Mal auf den Grundsatz der Reziprozität gegenüber der Schweiz verwiesen werden, die es ermöglicht hat, dass über Kabel auch das zweite Programm der RAI empfangen werden kann.

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Les tentatives du Conseil fédéral en vue d'obtenir que les programmes de la Télévision Suisse italienne puissent être reçus, au moins dans le nord de l'Italie, n'ont donné jusqu'ici aucun résultat. Etant donné que l'Italie veut réexaminer l'attribution des fréquences aux émetteurs publics et privés, ce qui est d'un grand intérêt pour la RTSI, le Tessin et les téléspectateurs italiens, en particulier dans la zone proche de la frontière, je demande au Conseil fédéral s'il ne devrait pas relancer cette question auprès des autorités italiennes, par exemple lors de la prochaine visite à Rome de M. Cotti, conseiller fédéral. Il faudrait faire valoir à nouveau le principe de la réciprocité entre la Suisse et l'Italie, étant donné qu'il est possible depuis quelque temps dans notre pays de capter par câble les émissions du second programme de la RAI.

Bundespräsident **Ogi**: Das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement sowie die zuständigen Stellen der PTT und der SRG setzen sich seit Jahren bei den italienischen Behörden dafür ein, dass das Fernsehprogramm von RTSI in Italien empfangen werden kann. Die intensiven Bemühungen haben wegen der medienpolitischen Situation, die Sie ja sicher gut kennen, Herr Cavadini Adriano, in Italien – ich betone: in Italien – leider bis heute zu keiner Lösung geführt. Die Schweizer Behörden werden dieses kulturpolitisch bedeutsame Anliegen aber weiterhin verfolgen.

In diesem Sinne wird auch der Vorsteher des EDA, Herr Bundesrat Cotti, das Thema bei seinem Besuch in Rom zur Sprache bringen.

93.5102

**Frage Bär**  
**PTT. Sexistische und rassistische Werbung**  
**Question Bär**  
**PTT. Publicité sexiste et raciste**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Einmal mehr – nach der missglückten Comic-Briefmarke – fallen die PTT durch frauenfeindliche Reklame auf.

«Die Post bringt Ferienkataloge», heisst das neueste sexistische und rassistische Plakat, auf dem ein Postbote eine dunkelhäutige Frau, unter den Arm geklemmt, zur Kundschaft trägt.

Wird der Bundesrat die Verantwortlichen der PTT auffordern, diese entgleiste Werbekampagne abzubrechen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Après le timbre BD raté, les PTT font à nouveau parler d'eux en publiant une réclame sexiste.

Leur toute dernière affiche raciste et sexiste montre en effet un facteur qui porte sous le bras une femme de couleur; on peut y lire les mots suivants: «La poste vous apporte des prospectus de vacances.»

Le Conseil fédéral va-t-il enjoindre aux responsables des PTT de couper court à cette campagne publicitaire qui a dérapé?

93.5111

**Frage Stamm Judith**  
**PTT. Sexistische und rassistische Werbung**  
**Question Stamm Judith**  
**PTT. Publicité sexiste et raciste**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Wie beurteilt der Bundesrat die Werbekampagne der PTT, in welcher die Post ein Thai-Girl bzw. die entsprechenden Ferienkataloge nach Hause bringt?

Ist der Vorsteher des EVED bereit, diese geschmacklose Kampagne sofort zu stoppen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Comment le Conseil fédéral juge-t-il l'affiche des PTT présentant un facteur qui porte sous le bras une petite Thaïlandaise, affiche sur laquelle on peut lire les mots suivants: «La poste vous apporte des prospectus de vacances»?

Le chef du DFTCE est-il prêt à mettre immédiatement un terme à cette campagne du plus mauvais goût?

93.5121

**Frage von Felten**  
**PTT. Sexistische und rassistische Werbung**  
**Question von Felten**  
**PTT. Publicité sexiste et raciste**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Mit «Die Post bringt Geburtstagspäckli» und «Die Post bringt Ferienkataloge» werben zurzeit PTT-Plakate. Als Päckli und Katalog werden Frauen (eine Oma und eine asiatische Frau) von PTT-Boten ins Haus spediert. Dieser krasse Verstoß gegen die Frauenwürde ist unhaltbar, dies um so mehr, als schon vor einem Jahr die Werbeabteilung aufgefordert wurde, ihr frauenfeindliches Konzept zu überprüfen.

Ist der Bundesrat bereit, diese frauenfeindliche Werbelinie zu stoppen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Les PTT font actuellement de la publicité avec deux affiches: on lit sur l'une: «La poste apporte vos paquets de fête», sur l'autre: «La poste vous apporte des prospectus de voyage». Le paquet est une grand-mère, le prospectus de voyage une asiatique; un facteur les porte sous le bras. Cette atteinte flagrante à la dignité de la femme est scandaleuse. Elle est d'autant plus

intolérable que la division des PTT chargée de la publicité avait été enjointe, il y a plus d'un an, de revoir ses principes publicitaires et de cesser de faire de la publicité sexiste. Le Conseil fédéral est-il prêt à faire arrêter cette campagne qui bafoue les femmes?

Bundespräsident **Ogi**: Das kritisierte Plakat gehört in eine Viererreihe, in der das Postgut durch die Werbeagentur personifiziert wurde: Ferienkataloge durch eine Asiatin, Geburtstagspäckli durch die Angestellte einer Konditorei, das Dienstaufgebot durch einen Soldaten und Liebesbriefe durch einen Engel. Die Plakate werden von einem «Pösteler» getragen. Die Serie läuft vom 7. Juni bis zum 21. Juni 1993. Die Beurteilung dieser Serie ist eine Frage des individuellen Geschmacks und deshalb nicht Sache der Landesregierung. Der Bundesrat hat bei einem ähnlichen Anlass vor einem Jahr festgehalten, dass das Recht der Landesregierung, den Unternehmungen des Bundes Weisungen zu erteilen, beschränkt ist. Die direkte Aufsicht ist Sache der Verwaltungsräte. Lediglich zur Wahrung wichtiger Landesinteressen erteilt der Bundesrat den PTT die nötigen Weisungen. Im Zusammenhang mit der Plakatwerbung für Postdienstleistungen ist diese Voraussetzung nicht erfüllt.

Frau **Bär**: Ich danke Ihnen für Ihre Antwort. Ich habe befürchtet, dass sie so ausfallen wird. Das macht die Sache allerdings auf keinen Fall besser. Es ist tatsächlich und wirklich nicht eine Frage des individuellen Geschmacks. Hier geht es, Herr Bundespräsident, um eine andere Dimension. Meine Zusatzfrage lautet deshalb: Sehen Sie denn nicht, dass die Frauen einmal mehr zum Objekt gemacht werden, zu einer Ware degradiert werden, dass es deshalb um die Würde der Menschen, der Frauen und in diesem speziellen Fall, wo eine exotische Frau unter den Arm geklemmt ist, auch um eine Anspielung auf den Sex-Tourismus geht? Das ist die Dimension, und ich denke, dass hier tatsächlich Interessen auf dem Spiel stehen, derentwegen der Bundesrat nicht nur intervenieren könnte, sondern intervenieren müsste!

Frau **von Felten**: Es geht hier um die Menschenwürde. Wir haben auch gerade der Ratifikation der Konvention gegen Rassismus (des Internationalen Übereinkommens zur Beseitigung jeder Form von Rassendiskriminierung) zugestimmt. Es besteht Handlungsbedarf. Ausserdem muss ich feststellen, dass die Frage der Diskriminierung der Frau durch Bildaussagen nicht adäquat behandelt wird oder gar unbekannt ist. Ich frage Sie: Sind Sie bereit, eine Schulung der Werbeverantwortlichen zum Thema «Bildaussagen im Zusammenhang mit Diskriminierung von Frauen» vorzuschlagen?

Bundespräsident **Ogi**: Ich habe Verständnis für die Frage von Frau Bär. Es ist aber so, dass der Bundesrat hier nicht intervenieren kann. Ich werde das Problem aber einmal mehr mit der PTT-Generaldirektion besprechen. Zur Frage von Frau von Felten betreffend Schulung von Werbeverantwortlichen: Auch hier kann ich nichts vorschreiben; aufgrund des Gesetzes kann der Bundesrat nichts vorschreiben. Aber ich werde den PTT beim nächsten Rapport Ihre Idee zur Prüfung unterbreiten; ich werde den PTT sagen, dass ich es gut finde, wenn sie sich über diese Sachen Gedanken machen, weil es nicht das erste, sondern bereits das dritte Mal ist, dass ich als Bundesrat zu dieser Art Werbung Stellung nehmen muss. Ich habe auch langsam etwas genug!

93.5107

**Frage Schmid Peter**  
**Zusatzkredit für die Vereinalinie**

**Question Schmid Peter**  
**Crédit complémentaire pour la ligne de la Vereina**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Regierung des Kantons Graubünden ersucht um einen Zusatzkredit für den Bau der Vereinalinie. Damit bestätigt sich, dass der ursprüngliche Gesamtkredit von 538 Millionen Franken nicht ausreichen wird.

1. Hält es der Bundesrat unter diesen Umständen nicht doch für angezeigt, entweder vorerst auf die «rollende Strasse» zu verzichten oder aber Treibstoffzollgelder dafür einzusetzen?
2. Wird der Bundesrat im Falle einer Gewährung des Zusatzkredits keine späteren Beiträge an einen wintersicheren Ausbau der Flüela-Passstrasse leisten und dies auch zur Bedingung machen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le gouvernement du canton des Grisons demande l'ouverture d'un crédit complémentaire pour la construction de la ligne de la Vereina. Il se confirme donc que le crédit total initial de 538 millions de francs sera insuffisant.

1. Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas qu'il est indiqué, dans de telles circonstances, soit de renoncer dans un premier temps à la «chaussée roulante», soit d'utiliser à cet effet les recettes provenant des droits de douane perçus sur les carburants?
2. S'il accorde maintenant un crédit complémentaire, refusera-t-il de verser plus tard des contributions pour l'aménagement de la route du col de la Flüela destiné à la rendre sûre en hiver, etc., le cas échéant, en fera-t-il une condition?

Bundespräsident **Ogi**: Zwei Fragen, zwei Antworten.

1. Das Konzept der Vereinalinie umfasst gemäss Botschaft sowohl den Bahnreiseverkehr als auch den Bahntransport von Strassenfahrzeugen. Das Parlament hat dieses Konzept mit Bundesbeschluss vom 18. Dezember 1986 gutgeheissen. Der Bundesrat kann nicht von sich aus dieses Konzept ändern oder zur Kosteneinsparung auf die rollende Strasse verzichten. Dasselbe gilt für den Einsatz von Treibstoffzollgeldern. In der parlamentarischen Beratung über die Finanzierung der Vereinalinie wurde davon ausgegangen, dass der Bau neuer Eisenbahnlinien nicht mit diesen Mitteln finanziert werden könne. Entsprechend ist diese Finanzierungsart im Bundesbeschluss über die Vereinabahn nicht vorgesehen, und der Bundesrat kann nicht darauf zurückkommen.
2. Gemäss Artikel 3 des Bundesbeschlusses über die Vereinabahn ist der Bundesbeitrag ausdrücklich an die Auflage gebunden, dass keine Bundesbeiträge mehr an die Flüelastrasse für Ausbauten zum Zwecke der Kapazitätssteigerung oder einer erhöhten Wintersicherheit gewährleistet werden. Der Bundesrat wird von diesem Grundsatz nicht abweichen.

93.5115

**Frage Daepf**  
**SBB. Tarifmassnahmen**

**Question Daepf**  
**CFF. Mesures tarifaires**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Auf den 1. Mai 1993 wurde für verschiedene gut frequentierte SBB-Strecken der Tarif pro Kilometer erhöht, zum Beispiel Bern–Zürich, Bern–Basel und Bellinzona–Lugano. Auch Re-

gionalstrecken sind von dieser Massnahme zum Teil stark betroffen. In Anbetracht der SBB-Rechnung ist mir klar, dass Mehreinnahmen nötig sind.

– Ist die Erhöhung eine vorübergehende Lösung?

– Wird langfristig nach Lösungen gesucht, dass wieder alle Benützer der SBB den gleichen Preis bezahlen?

#### *Texte de la question du 14 juin 1993*

Le 1er mai 1993, les CFF ont augmenté le tarif kilométrique de plusieurs lignes très fréquentées, notamment de celles de Berne–Zürich, Berne–Bâle et Bellinzona–Lugano. Les tarifs de certaines lignes régionales ont également subi de fortes hausses. A mes yeux, il est clair que les CFF ont besoin de ces recettes supplémentaires, vu l'état de leurs finances.

– Cette hausse des tarifs est-elle une mesure transitoire?

– Cherche-t-on des solutions à long terme permettant à tous les usagers des CFF d'être à nouveau «logés à la même enseigne»?

Bundespräsident **Ogi**: Auch hier zwei Fragen und zwei Antworten: Die Einführung von Distanzzuschlägen ist eine längerfristige Lösung. Wie Sie zu Recht feststellen, müssen die SBB Mehreinnahmen realisieren. Sie müssen den Markt besser ausnützen. Die Massnahme wurde auch zu diesem Zweck getroffen, sie kann folglich nicht als vorübergehend verstanden werden.

Mit der Einführung von Distanzzuschlägen ist keine Ungleichbehandlung der Benützer der SBB beabsichtigt. Das Transportgesetz bestimmt, dass Kunden in vergleichbarer Lage vergleichbare Bedingungen zu gewähren sind. Die Zuschläge wurden auf den nachfragestarken Verbindungen mit qualitativ hohem Leistungsangebot – ich denke an Städteverbindungen, an die Tatsache, dass hier ein IC verkehrt – eingeführt. Zur Festsetzung wurden Kriterien wie Fahrplanangebot, Rollmaterial, Service und Konkurrenz zur Strasse berücksichtigt. Damit wird bei vergleichbarem Angebot auch die Gleichbehandlung gewährleistet.

Im übrigen haben die eidgenössischen Räte bereits 1977 die differenzierte Preisberechnung bei den SBB beschlossen.

93.5125

**Frage Fritschi Oscar**  
**SRG als Mäzenin erfolgloser Theaterstücke?**

**Question Fritschi Oscar**  
**SSR. Mécénat en faveur**  
**de pièces de théâtre sans succès?**

#### *Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Das von Autor Urs Widmer als Abrechnung mit der schweizerischen Militärjustiz ausgestaltete Theaterstück «Jeanmaire» ist durchgefallen. Mangels Zuschauerinteresse spielten sowohl Aufführungen in Bern wie in Zürich Defizite ein.

Presseberichten zufolge will nun die stets über ihre Finanznöte klagende SRG sich der Produktion annehmen und das Stück im Oktober ausstrahlen. Ist der Bundesrat bereit, den Generaldirektor der SRG zu ersuchen, Rechenschaft über Sinn, Zweck und Kosten dieser Mäzenatenaktion der Monopolinstitution SRG für ein im freien Kulturmarkt offensichtlich erfolglos gebliebenes Theaterstück abzulegen?

#### *Texte de la question du 14 juin 1993*

La pièce de théâtre «Jeanmaire» de l'auteur Urs Widmer, qui voulait ainsi régler son compte à la justice militaire suisse, a fait un four. Tant à Berne qu'à Zurich, les représentations se sont soldées par un déficit, les spectateurs n'ayant pas fait preuve d'un intérêt suffisant.

A en croire la presse, la SSR qui, par ailleurs, ne cesse de se plaindre de la précarité de sa situation financière, entend pro-

duire cette pièce et la diffuser en octobre. Le Conseil fédéral est-il prêt à demander au directeur général de la SSR – entreprise qui jouit d'un monopole – d'exposer le sens et le but de cette opération de mécénat en faveur d'une pièce qui, manifestement, n'a rencontré aucun succès sur le marché libre? Est-il aussi prêt à lui demander d'en préciser le coût?

Bundespräsident **Ogi**: Der Bundesrat ist für die Programmgestaltung bei Radio und Fernsehen nicht zuständig. Eine Intervention bei der Generaldirektion der SRG würde gegen den in Artikel 55bis Absatz 3 der Bundesverfassung verankerten Grundsatz der Unabhängigkeit und Autonomie der Schweizer Rundfunkveranstalter in der konkreten programmlichen Umsetzung des gesetzlichen Leistungsauftrages verstossen und ist deshalb ausgeschlossen.

**Fritschi Oscar**: Dass der Begriff der Programmautonomie in einer Antwort vorkommt, in der es um die SRG geht, hätte ich mir eigentlich vorstellen können. Ich bin nur schon dankbar, wenn mir in der Antwort nicht vorgeworfen wird, ich hätte in der Tiefe meines Herzens oder meiner «Mördergrube» eigentlich sagen wollen, dass die SRG dieses «Jeanmaire»-Stück aus einem Reptilienfonds zur Förderung politisch einseitiger und deshalb ihr wohlgefälliger Werke aufgekauft hat.

Aber mir geht es wirklich um die Finanzen und nicht um das Programm, obwohl ich sehe, dass eine Wechselwirkung besteht. Deshalb meine Zusatzfrage: Wie kann der Bundesrat seine Entscheidungskompetenz, die er auf der Einnahmenseite bei der SRG hat – er muss ja die Gebühren absegnen –, wahrnehmen, wenn er sich weigert, die Ausgaben auf ihre Angemessenheit hin zu beurteilen? Denn wenn die SRG das nächste Mal eine Gebührenerhöhung verlangt, dann weist sie doch so und soviel Mehrausgaben zur Begründung ihrer Gebührenerhöhung aus.

Bundespräsident **Ogi**: Gemäss Radio- und Fernsehgesetz prüft das Eidgenössische Verkehrs- und Energiewirtschaftsdepartement, ob die SRG ihren Finanzhaushalt nach den Grundsätzen einer wirtschaftlichen Betriebsführung führt. Es kann von der SRG die für die Aufsicht notwendigen Auskünfte und Akten verlangen. Aber reine Zweckmässigkeitskontrollen sind gemäss neuem Radio- und Fernsehgesetz unzulässig. Und wenn Sie gegen diese Sendung intervenieren wollen, dann möchte ich Sie darauf hinweisen, dass Sie innert 20 Tagen nach der Ausstrahlung eine Sendung bei der Ombudsstelle des Veranstalters beanstanden können.

93.5104

**Frage Bühlmann**  
**Staatssekretäre und -sekretärinnen.**  
**Verteilung der Geschlechter**

**Question Bühlmann**  
**Secrétaires d'Etat.**  
**Représentation égale des femmes et des hommes**

#### *Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Der Bundesrat beabsichtigt, zu seiner Entlastung Staatssekretäre und Staatssekretärinnen einzusetzen. Hat er sich bereits Gedanken gemacht, wie er sicherstellen kann, dass beide Geschlechter gerecht vertreten sein werden?

Was hält er vom Vorschlag, dass Bundesrätinnen ausschliesslich Staatssekretäre, Bundesräte ausschliesslich Staatssekretärinnen ernennen sollen?

#### *Texte de la question du 14 juin 1993*

Pour se décharger, le Conseil fédéral envisage d'engager des secrétaires d'Etat. A-t-il déjà réfléchi à cet égard à la façon dont il pourrait procéder afin que les femmes et les hommes soient équitablement représentés dans cette fonction?

Que pense-t-il de la possibilité de proposer aux conseillères fédérales de ne nommer à ce titre que des hommes et aux conseillers fédéraux que des femmes?

**M. Couchepin**, chancelier de la Confédération: Le Conseil fédéral a toujours présent à l'esprit le principe et la nécessité d'une représentation équitable des femmes et des hommes, qu'il s'agisse de pourvoir les nouveaux postes de secrétaires d'Etat ou de désigner, d'une façon plus générale, les collaboratrices et les collaborateurs dans les départements. C'est aussi une tâche de la chancellerie que de rappeler ce principe lorsqu'il pourrait être oublié quelquefois.

Il est évident qu'en temps voulu, c'est-à-dire lorsque le Parlement aura décidé de la réforme du gouvernement, il sera tenu compte du critère de la représentation équitable des femmes et des hommes parmi les proches collaborateurs des conseillers fédéraux. Mais, il ne saurait, cependant, être question d'édicter une prescription impérative obligeant chaque conseillère fédérale à se doter de secrétaires d'Etat de sexe masculin et chaque conseiller fédéral de se doter de secrétaires d'Etat de sexe féminin.

93.5116

**Frage Gonseth**  
**Ausserparlamentarische Kommissionen.**  
**Frauenanteil**

**Question Gonseth**  
**Commissions extraparlamentaires.**  
**Participation des femmes**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Im März 1992 hat der Bundesrat angekündigt, dass bei den Gesamterneuerungswahlen von Anfang 1993 in die ausserparlamentarischen Kommissionen ein Frauenanteil von mindestens 30 Prozent und längerfristig eine paritätische Vertretung beider Geschlechter angestrebt werden soll. Es scheint, dass den Richtlinien des Bundesrates keine Taten gefolgt sind. Das Resultat ist für uns Frauen einmal mehr sehr enttäuschend.

Welche Frauenanteile wurden in den Kommissionen der einzelnen Departemente erzielt, wieso wurden die Richtlinien nicht eingehalten, und welche weiteren Massnahmen sind vorgesehen, um zukünftig zumindest das Ziel von 30 Prozent zu erreichen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

En mars 1992, le Conseil fédéral a déclaré que, lors du renouvellement intégral des commissions extraparlamentaires de début 1993, on s'efforcera d'arriver à une proportion de femmes d'au moins 30 pour cent et à plus long terme à une représentation paritaire des femmes et des hommes. Il semble que les directives du Conseil fédéral à ce sujet n'ont guère été suivies. Pour nous, femmes, le résultat est une fois de plus très décevant.

Quels pourcentages de femmes a-t-on atteints dans les commissions des différents départements, pourquoi les directives n'ont-elles pas été respectées et quelles nouvelles mesures sont prévues pour arriver à l'avenir au moins à l'objectif de 30 pour cent?

**M. Couchepin**, chancelier de la Confédération: Le Conseil fédéral a procédé au début de cette année à la réélection, ou à l'élection nouvelle, à partir du 1er janvier 1993, d'une grande partie des membres des commissions extraparlamentaires, des organes de direction d'entreprises et d'établissements de la Confédération, ainsi que des représentants de la Confédération dans des organes d'institutions tierces.

La proportion des femmes s'élève désormais à 16 pour cent. Par rapport au pourcentage calculé lors du renouvellement intégral précédent, qui était de 8 pour cent le 1er avril 1989, ce chiffre a donc doublé. Le Conseil fédéral est conscient du fait que l'objectif minimal de 20 pour cent de femmes fixé dans les directives touchant les commissions n'a pas été atteint, mais il est persuadé qu'à moyen terme les modifications apportées à ces directives et entrées en vigueur le 1er avril 1992 vont produire leurs effets. Il attendra donc que les mandats de la plupart des organes qu'il doit désigner arrivent à échéance en 1996 pour décider de l'opportunité de rendre ces directives encore plus contraignantes afin de garantir un pourcentage de femmes plus élevé. Entre temps, lors des mutations qui se produisent fréquemment, il veillera à ce que des candidates soient proposées et élues dans les commissions où les femmes sont sous-représentées.

93.5103

**Frage Bischof**  
**Bosnien-Konflikt.**  
**Aeusserungen des Vorstehers des EDA**

**Question Bischof**  
**Conflit en Bosnie. Déclarations du chef du DFAE**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Gegenüber der Presse äusserte sich Herr Bundesrat Cotti sinngemäss wie folgt: Die Schweiz als multikulturelle Gesellschaft würde es sehr bedauern, wenn Bosnien-Herzegowina nach ethnischen Gesichtspunkten aufgeteilt würde.

1. Wäre es für den Aussenminister eines neutralen Staates nicht geschickter, sich nicht zu einem Konflikt im nicht allzu fernem europäischen Ausland zu äussern?
2. Was veranlasst Herrn Bundesrat Cotti, unreflektiert von der Schweiz als «multikultureller Gesellschaft» zu sprechen, als sei dies eine wünschbare oder zumindest akzeptable Tatsache?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

M. Cotti, conseiller fédéral, a déclaré à des journalistes à peu près ceci: Société multiculturelle, la Suisse trouverait tout à fait regrettable que la Bosnie-Herzégovine fasse l'objet d'un partage en fonction de critères ethniques.

1. N'aurait-il pas été plus adroit, pour le ministre des affaires étrangères d'un pays neutre, d'éviter de se prononcer sur un conflit qui touche un pays d'Europe géographiquement assez proche du nôtre?
2. Qu'est-ce qui pousse M. Cotti, conseiller fédéral, à dire de la Suisse, sans réfléchir, qu'elle est «une société multiculturelle», comme si cela était un fait souhaitable ou tout du moins acceptable?

Bundesrat **Cotti**: Herr Bischof, ob Aeusserungen zu einem Konflikt im nahen Ausland geschickt sind oder nicht, hängt natürlich, wie immer, von deren Inhalt ab. Ich kann mir einfach nicht vorstellen, dass der Bundesrat zu den täglichen Völkerrechts- und Menschenrechtsverletzungen in Bosnien einfach schweigen würde. Dies würde niemand in diesem Lande verstehen. Gerade auch, weil Bosnien geographisch so nahe bei der Schweiz liegt, müssen wir uns auch sehr konkret und – wenn nötig scharf – dagegen wehren, dass dort die fundamentalen Regeln des Zusammenlebens von Menschen verschiedener Sprache, Kultur und Religion auf sträfliche Weise missachtet werden.

Ich habe tatsächlich kürzlich in einem Gespräch gesagt, dass wir, die Schweiz, ein Land mit vier verschiedenen Kulturen seien – also eben eine multikulturelle Gesellschaft darstellen –, die in Frieden und Eintracht miteinander lebten. Das war das Minimum, das ich sagen konnte.

93.5113

**Frage de Dardel**  
**Wahl des neuen Direktors der DEH**  
**Question de Dardel**  
**Nomination du nouveau directeur de la DDA**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Im Pflichtenheft, das die Verwaltung im Mai 1993 zur Eröffnung des Wahlverfahrens veröffentlichte, verlangte man vom neuen Direktor der DEH «hervorragende Beherrschung der Problematik der Nord-Süd-Beziehungen». Warum hat der Bundesrat diese – im vorliegenden Fall elementare – Voraussetzung bei seinem Entscheid vom 7. Juni 1993 nicht beachtet?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le cahier des charges, publié par l'administration en mai 1993 pour l'ouverture de la procédure de nomination d'un nouveau directeur de la DDA, prévoyait que le titulaire devait avoir une «excellente maîtrise de la problématique des relations Nord-Sud».

Pourquoi cette condition – au demeurant élémentaire – n'a-t-elle pas été respectée par la décision du 7 juin 1993 du Conseil fédéral?

M. Cotti, conseiller fédéral: Monsieur de Dardel, le nouveau chef de la DDA a, de par ses diverses activités, acquis une expérience internationale remarquable en tant que diplomate, notamment à l'occasion d'une affectation de trois ans dans un pays en développement. Ensuite, en tant que collaborateur personnel de l'ancien chef du Département fédéral de l'économie publique, il s'est intensément occupé de questions ayant trait au développement. Il en fut de même à la tête de l'Osec concernant, entre autres, la promotion des importations en provenance des pays en voie de développement ou les projets en rapport avec la Banque mondiale, ce qui lui permit de maîtriser la connaissance des instruments de financement de la coopération au développement bilatéral et multilatéral.

Et dans ses responsabilités actuelles – je vous fais part de l'expérience que j'ai vécue avec lui pendant près de quatre ans –, M. Fust s'est occupé de manière spécifique et intense de la préparation de la Conférence de Rio où, justement, on parlait développement, mais aussi environnement, cette deuxième question étant importante pour notre politique d'aide aux pays en voie de développement.

Voilà le cadre de préparation excellent de M. Fust. J'ajoute, en outre, l'importance de la charge nouvelle qui requiert des qualités de gestionnaire très importantes. Il les a démontrées à son chef, depuis quatre ans, de manière éminente.

93.5122

**Frage Hollenstein**  
**Entwicklungshilfe.**  
**Frauenförderungsprojekte**  
**Question Hollenstein**  
**Aide au développement.**  
**Projets visant à promouvoir les femmes**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Im Geschäftsbericht 1992 des Bundesrates wird prognostiziert, dass das gesetzte Ziel der Legislaturplanung 1991–1995 zur Erreichung von 0,4 Prozent des Bruttosozialproduktes für die öffentliche Entwicklungshilfe im laufenden Jahr nicht erreicht werden wird.

Wie gross ist der Anteil der Ausgaben für Projekte, die vorwiegend Frauen zugute kommen? Und ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass Frauenförderungsprojekte trotz mangelnder finanzieller Mittel nicht benachteiligt werden? Inwiefern?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Dans son rapport de gestion 1992, le Conseil fédéral a pronostiqué que l'objectif du programme de la législature 1991 à 1995, selon lequel il conviendrait de consacrer 0,4 pour cent du produit national brut à l'aide publique au développement, ne serait pas atteint durant l'année en cours.

Quelle est la part des dépenses consacrées à des projets qui profitent essentiellement aux femmes? Le Conseil fédéral est-il prêt à faire en sorte que les projets visant à promouvoir les femmes ne soient pas relégués au second plan par manque de moyens financiers? Si oui, dans quelle mesure?

Bundesrat Cotti: Frau Hollenstein, die Förderung der Frauen ist ein wichtiges Thema der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit. Der gewählte Ansatz der gleichwertigen Entwicklung für Männer und Frauen berücksichtigt die Verantwortlichkeiten und Rollen sowohl von Frauen als auch von Männern, wie sie in jeder Gesellschaft definiert sind. Beispielsweise werden Projekten, welche sich speziell an Frauen richten, Ansätze vorgezogen, die in die Richtung einer gleichwertigen Entwicklung für Männer und Frauen gehen. Dies geschieht mit dem Ziel, eine wirkliche Teilhabe der Frauen an den Aktivitäten und Früchten der Entwicklung zu gewährleisten.

Längerfristig müssten sich also alle von der Schweiz in den Entwicklungsländern unterstützten Aktivitäten sowohl an Frauen als auch an Männer richten. Im Moment ist es nicht möglich, einen Prozentsatz von Projekten anzugeben, welche sich speziell an Frauen richten. Solche Zahlen werden nicht erhoben. Aber in der DEH gibt es eine Organisationseinheit, genannt «Frauen und Entwicklung», welche sich auf ein Netz von Sachwissen in der Schweiz und in den Entwicklungsländern abstützt.

Auf internationaler Ebene ist zurzeit ein Evaluationsprozess zur Frauenförderungs politik in verschiedenen OECD-Ländern in Gang. Die Schweiz beteiligt sich daran und wird daraus mit Sicherheit wertvolle Lehren für die eigene Politik im eigenen Bereich ziehen können.

93.5096

**Frage Früh**  
**Heilmittelgesetzgebung**  
**Question Früh**  
**Législation sur les médicaments**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Heilmittel-Konkordatslösung ist mit der Beitrittsverweigerung des Kantons Zürich gescheitert.

Heisst nun für den Bundesrat die einzige Lösung «Bundesamt für Heilmittel», oder wird er auch andere, bessere Lösungen suchen und prüfen?

Die Legislaturziele 1991–1995 enthalten dieses Projekt nicht. Denkt der Bundesrat trotzdem an eine Heilmittelgesetzgebung in dieser Legislatur?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

La solution prévue par le concordat sur les médicaments s'est soldée par un échec, le canton de Zurich ayant refusé d'y adhérer.

La seule solution envisageable pour le Conseil fédéral consiste-t-elle en la création d'un «Office fédéral des médicaments» ou le gouvernement recherchera-t-il et examinera-t-il aussi d'autres solutions, qui seraient meilleures?

Les objectifs pour la législature 1991–1995 ne mentionnent pas un tel projet. Le Conseil fédéral entend-il quand même mettre au point une législation sur les médicaments durant cette législature?

M<sup>me</sup> **Dreifuss**, conseillère fédérale: A la suite des motions déposées par la Commission de la sécurité sociale et de la santé publique du Conseil national le 26 octobre 1992, et par M<sup>me</sup> Weber Monika, conseillère aux Etats, le 19 mars 1993, le Conseil fédéral est prié de proposer une solution fédérale concernant le contrôle des médicaments. Le Conseil fédéral s'est déclaré prêt à accepter les deux motions par des décisions de février et de mai 1993.

Sous réserve que les Chambres acceptent ces motions et mandatent le Conseil fédéral, celui-ci étudiera donc diverses variantes en vue d'une solution fédérale. Il n'a pas encore arrêté de stratégie à ce sujet. Ce projet ne fait pas partie du programme de législature 1991–1995 étant donné que le Conseil fédéral avait escompté que le nouveau concordat de 1988 serait ratifié. L'élaboration d'une législation fédérale sur les médicaments nécessitera certainement plusieurs années. Selon toute vraisemblance, le message à l'attention des Chambres fédérales ne pourra donc pas être adopté durant la législature en cours.

93.5098

**Frage Reimann Maximilian**  
**Grundlage zur Berechnung der Arbeitslosenrate**

**Question Reimann Maximilian**  
**Base de calcul du taux de chômage**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Zum Erstaunen der Öffentlichkeit wurde kürzlich die amtlich ermittelte Arbeitslosenrate der Schweiz von 5,0 Prozent auf 4,3 Prozent korrigiert, weil als Basis für die Berechnung dieser Quote nicht mehr die Arbeitsplätze gemäss Volkszählung von 1980, sondern neu diejenigen von 1990 Verwendung fanden. Ist die Bundesverwaltung in einem modernen EDV-Zeitalter nicht in der Lage, die Zahl der Arbeitsplätze kürzerfristig à jour zu halten?

Ist der Bundesrat bereit, dafür zu sorgen, dass künftig keine derart grossen Abweichungen zwischen der effektiven und der «amtlichen» Arbeitslosenrate mehr entstehen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Au grand étonnement du public, le taux de chômage officiel en Suisse a été récemment corrigé à la baisse, passant de 5,0 pour cent à 4,3 pour cent. Cette correction s'explique par le fait que le taux en question est désormais calculé sur la base du nombre d'emplois établi par le dernier recensement de la population, effectué en 1990, et non plus sur la base des chiffres du recensement de 1980.

A une époque où nous disposons de moyens informatiques modernes, l'administration fédérale n'est-elle pas en mesure de tenir à jour la statistique de l'emploi, en se fondant sur des données établies à plus court terme?

Le Conseil fédéral est-il disposé à veiller à ce qu'un tel cas, où l'écart entre le taux de chômage réel et le taux de chômage «officiel» était si important, ne se reproduise plus?

M<sup>me</sup> **Dreifuss**, conseillère fédérale: A l'heure actuelle, la population active des cantons et des communes, qui sert de base au calcul du taux de chômage, est établie tous les dix ans à partir des données collectées lors des recensements de la population. Le nombre des personnes actives ne figure dans aucun registre. Il ne peut donc être déterminé qu'au moyen de cette enquête directe auprès de la population résidente.

Le Conseil fédéral, conscient que cette situation est insatisfaisante, a chargé l'Office fédéral de la statistique et l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail (Ofiamt) d'élaborer des solutions devant permettre de mettre à jour les données sur la population active dans un délai plus bref.

93.5109

**Frage Maurer**  
**Ozonbekämpfung an Tankstellen**

**Question Maurer**  
**Lutte contre l'ozone dans les stations d'essence**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

In einem Test gemäss Europrüfverfahren durch die Empa Dübendorf und den Technischen Ueberwachungsverein Rheinland haben die bisher behördlich verfügbaren Systeme mit Gummirüsseln statt der erwarteten 90 bis 95 Prozent im Durchschnitt nur einen Wirkungsgrad von 72 Prozent erreicht. Demgegenüber erbringen die bisher nicht zugelassenen, bedienerfreundlicheren, aktiven und offenen Systeme einen höheren Wirkungsgrad.

Anerkennt der Bundesrat diese Untersuchungsergebnisse, und ist er bereit, die Kantone zu veranlassen, die Umrüstungsverfügungen zu stoppen, bis die Lage geklärt ist?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Selon un test réalisé conformément à la procédure européenne par le LFEM de Dübendorf et les autorités de surveillance technique de Rhénanie, les systèmes équipés de manchons et agréés à ce jour par les pouvoirs publics atteignent un taux d'efficacité de 72 pour cent, au lieu des 90 à 95 pour cent prévus en moyenne. Dans le même temps, on constate que les systèmes ouverts, d'un usage plus aisé, mais pas autorisés officiellement, enregistrent un taux d'efficacité supérieur.

Le Conseil fédéral reconnaît-il les résultats de ce test et est-il disposé à inciter les cantons à suspendre les décisions de transformation, jusqu'à ce que la situation se clarifie?

M<sup>me</sup> **Dreifuss**, conseillère fédérale: Les systèmes de récupération des vapeurs d'essence servent en premier lieu à protéger la santé de l'automobiliste lorsqu'il fait le plein de son réservoir. Sans ces mesures, les émissions rejetées par les stations-service dans l'air que nous respirons représenteraient chaque année plus de 10 millions de litres d'essence et plus de 200 000 litres d'une substance cancérigène, le benzène, c'est-à-dire près des deux tiers des émissions de benzène en Suisse proviennent uniquement des stations d'essence.

Afin de diminuer ces émissions, de nombreuses stations-service ont installé un système de récupération des vapeurs de carburant. Pour l'évaluation de ces systèmes, vu le manque de méthodes de mesure européennes, on s'est basé sur les résultats de tests officiels effectués aux Etats-Unis. Les systèmes installés en Suisse ne sont absolument pas un échec. Ils ont déjà permis une réduction sensible de vapeurs toxiques et peuvent par conséquent rester en service.

Toutefois, il existe aujourd'hui une méthode de mesure européenne, l'euro-méthode Empa/TÜV. Dorénavant, seuls seront donc installés des systèmes mesurés par cette méthode et remplissant aussi les conditions de l'ordonnance pour la protection de l'air. Plusieurs de ces nouveaux systèmes existent maintenant sur le marché. Le Conseil fédéral ne prescrit aucun système donné, sa tâche consistant à fixer des conditions minimales à leur efficacité. Toute décision d'assainissement des stations-service est de la compétence des autorités cantonales d'exécution. Le Conseil fédéral n'a aucune raison de stopper l'application de l'ordonnance sur la protection de l'air.

Pour des raisons de protection de l'environnement et de santé publique, il accorde une grande importance à ce que les stations distributrices d'essence appliquent l'Opair rapidement et systématiquement.

93.5110

**Frage Steinemann**  
**Ozonbekämpfung an Tankstellen**  
**Question Steinemann**  
**Lutte contre l'ozone dans les stations d'essence**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

100 Millionen Franken haben Tankstellenhalter verloren, weil sie auf Anordnung des Bundes (voreilig) ihre Zapfsäulen umgerüstet haben.

Obwohl vor Jahren schon vor diesem «Rüsselsystem» zur Benzindampfrückführung gewarnt wurde, ist eine Frist zur Umrüstung nur bis 1994 gewährt worden. Tests beweisen, dass in der Praxis 56 bis 70 Prozent der Dämpfe – anstatt der vom Buwal behaupteten 90 Prozent – zurückgeführt werden, wesentlich weniger als bei anderen Systemen.

Wird die Umrüstung der Zapfpistolen alter Tankstellensysteme weiter erzwungen, und wie wird verhindert, dass die beachtliche Flop-Galerie des Buwal endlich gestoppt werden kann?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Les gérants de stations d'essence ont perdu 100 millions de francs pour avoir transformé (prématurément) leurs colonnes, sur injonction de la Confédération.

Bien que d'aucuns aient, depuis de nombreuses années déjà, lancé des avertissements contre le système des manchons censés récupérer les vapeurs d'essence, le délai pour la transformation des installations a été fixé à 1994. Des tests prouvent que dans la pratique, le système des manchons ne permet de récupérer les vapeurs d'essence que d'un pourcentage se situant entre 56 et 70, au lieu des 90 pour cent avancés par l'OFEFP, ce qui est bien moins que les résultats obtenus avec d'autres systèmes.

La transformation des pistolets fonctionnant selon l'ancien système continuera-t-elle d'être obligatoire et va-t-on faire quelque chose pour enfin mettre un terme à l'impressionnante série de «bides» enregistrés par l'OFEFP?

M<sup>me</sup> Dreifuss, conseillère fédérale: C'est la même réponse que celle que je viens de donner à la question de M. Maurer (93.5109).

**Steinemann:** Frau Bundesrätin, ich möchte Sie anfragen: Können Bund und Kantone Erleichterungen im Terminplan machen, bis die besseren Systeme lieferbar sind? Es werden zurzeit rechtliche Schritte gegenüber dem Buwal erwogen. Ist der Bundesrat eventuell bereit, die Flop-Galerie des Buwal – wie ich das genannt habe – mit entsprechenden personellen Konsequenzen zu stoppen? Oder ist es nötig, eine PUK zu bilden, um im Buwal, dem Bundesamt mit der völligen Eigendynamik, zum Rechten zu schauen? Es geht natürlich nicht an, den Schwarzen Peter jetzt den Kantonen zuzuschieben.

M<sup>me</sup> Dreifuss, conseillère fédérale: Il ne s'agit ni d'une série d'échecs de la part de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage, ni de considérer les cantons comme des boucs émissaires. Le fait est que la question des délais d'assainissement est effectivement l'affaire des cantons, qu'ils ont coordonné leurs démarches et qu'ils se sont entendus eux-mêmes sur les délais suivants: jusqu'à fin 1991, les grandes stations-service; jusqu'à fin 1992, les stations moyennes; et jusqu'à fin 1994, les petites stations. C'est ce qui a valu à la

Suisse, effectivement, d'avoir équipé plus de stations d'essence que la plupart des autres pays.

Je tiens encore une fois à souligner que le résultat de la restriction sur les émissions ne peut être considéré que comme positif, à la fois sur l'environnement, mais surtout sur la santé des automobilistes, des pompistes et du voisinage. C'est dans ce sens qu'il appartient aux cantons de fixer ces délais. La plupart ayant déjà été fixés et réalisés, le Conseil fédéral ne ressent pas, dans ce domaine, un besoin particulier d'agir.

93.5117

**Frage Schmid Peter**  
**Konzessionsgesuch Grenzkraftwerk Inn**

**Question Schmid Peter**  
**Demande de concession pour la construction**  
**d'une centrale électrique sur l'Inn,**  
**à la frontière avec l'Autriche**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Was für Auswirkungen hat die Annahme des Gewässerschutzgesetzes zugunsten des Schutzes der letzten natürlichen Flussstrecke des Inns und seiner Nebenflüsse zwischen Martina und Prutz?

Ist der Bundesrat bereit, darauf hinzuwirken, dass auf die Nebenstufe am Schergen- bzw. Schalklbach verzichtet wird und auch sonst grösste Behutsamkeit bei Eingriffen in das noch unverbaute Stück des prächtigen Flusstals angewandt wird?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

En quoi la loi fédérale sur la protection des eaux protège-t-elle la dernière section naturelle de l'Inn et de ses affluents, entre Martina et Prutz?

Le Conseil fédéral est-il disposé à faire en sorte que l'on renonce à opérer un aménagement latéral sur le Schergenbach – ou encore Schalklbach – ou, sinon, à veiller à ce que l'on prenne toutes les précautions en cas de travaux dans la partie encore intacte de cette splendide vallée?

M<sup>me</sup> Dreifuss, conseillère fédérale: Les dispositions relatives aux débits résiduels, qui sont contenues dans la nouvelle loi sur la protection des eaux, sont en vigueur depuis le 1er novembre 1992.

Le Conseil fédéral définira, dans le cadre de la procédure d'octroi de concession et en concertation avec l'Autriche, les conditions à respecter relativement à ces débits. Le Conseil fédéral est conscient des difficultés que peut entraîner la réalisation du barrage de Schalklbach. Aussi a-t-il demandé un supplément d'informations. Le Conseil fédéral n'a pu encore à ce jour procéder à la pesée des intérêts en présence.

Enfin, vous comprendrez que le Conseil fédéral ne puisse prendre des engagements fermes concernant une affaire en cours avant d'avoir en main tous les éléments pour sa décision.

93.5131

**Frage Zisyadis**  
**Konservierung verderblicher Lebensmittel**

**Question Zisyadis**  
**Conservation des denrées périssables**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Im Zusammenhang mit der Konservierung verderblicher Lebensmittel ist immer häufiger die Rede von einer neuen Behandlungsmethode, der Bestrahlung.

Wurden diesbezüglich Bewilligungsgesuche an das Bundesamt für Gesundheitswesen gerichtet, und sollen solche Bewilligungen erteilt werden?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

En matière de conservation des denrées périssables, il est de plus en plus question d'une nouvelle méthode de traitement, par irradiation.

Est-ce que des demandes d'autorisation ont été effectuées auprès de l'Office fédéral de la santé publique et est-ce que de telles autorisations sont susceptibles d'être délivrées?

M<sup>me</sup> **Dreifuss**, conseillère fédérale: Aucune demande d'autorisation de ce genre n'a été présentée jusqu'ici à l'Office fédéral de la santé publique. Mais dans la mesure où les conditions de traitement par irradiation sont indiquées par le producteur et pour autant que le produit alimentaire se prête à un tel traitement, rien ne s'oppose à l'octroi d'une autorisation conformément aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé.

En accord avec la législation de la Communauté européenne, le traitement par irradiation de denrées alimentaires devrait être déclaré de façon à ce que les consommateurs sachent exactement à quoi s'en tenir.

93.5095

**Frage Bühlmann  
Familiennachzug. Neue Regelung**

**Question Bühlmann  
Regroupement familial. Nouvelle réglementation**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

In den Weisungen des BFA an die Fremdenpolizei vom 1. Januar 1993 steht im Kapitel Familiennachzug in Ziffer 542.1 folgende neue Aussage zum Lebensmittelpunkt der Familie: «Der Lebensmittelpunkt liegt in der Schweiz, wenn sich beide Ehepartner und alle Kinder, die ihrer Betreuung bedürfen, in unserem Land aufhalten werden.» Das ist aus integrations- und familienpolitischen Gründen an und für sich eine begrüssenswerte Neuerung. Wie verhält es sich aber mit der Flexibilität in diesem Bereich? Es gibt Situationen, in denen aus berechtigten Gründen ein Kind vorläufig noch im Herkunftsland bleibt, um eine angefangene Schul- oder Berufsbildung fertig zu machen. Wird in einem solchen Fall der Familiennachzug für die übrigen Familienmitglieder wie bisher üblich auch weiterhin erteilt?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Dans les directives adressées le 1er janvier 1993 par l'OFE aux polices des étrangers, on peut lire, sous le chapitre «Regroupement familial», au chiffre 542.1, de nouvelles déclarations concernant le centre de la vie familiale: «Le centre de la vie familiale se trouve en Suisse si les deux conjoints y séjournent ainsi que tous les enfants ayant encore besoin de leurs parents.» C'est là une innovation bienvenue, tant du point de vue de la politique d'intégration que de celui de la famille. Qu'en est-il cependant de la flexibilité dans ce domaine? Il arrive qu'un enfant reste provisoirement dans le pays d'origine pour des raisons qui se justifient, pour achever une formation scolaire ou professionnelle. Dans de tels cas, le regroupement familial continue-t-il d'être accordé aux autres membres de la famille comme auparavant?

Bundesrat **Koller**: Das Ziel des Familiennachzugs bestand immer darin, der Gesamtheit einer Familie, Eltern und Kindern, zu ermöglichen, in familiärer Gemeinschaft in unserem Land zu leben. Die bis zum 1. Januar 1993 geltenden Weisungen zur Ausländergesetzgebung liessen denn auch einen Familiennachzug nur dann zu, wenn beabsichtigt war, dass sich

die ganze Familie, ohne Ausnahme, in der Schweiz vereinigen werde.

Die erwähnten Weisungen wurden auf den 1. Januar dieses Jahres den heutigen Gegebenheiten angepasst. Im Gegensatz zu den früheren, restriktiveren Weisungen erlauben diese nun, den zuständigen kantonalen Behörden den Familiennachzug zu bewilligen, wenn der Mittelpunkt der Familie in die Schweiz verlegt wird, das heisst, wenn beide Ehepartner sowie die noch der Obhut ihrer Eltern bedürftigen Kinder hier zusammenleben wollen. Daraus ergibt sich, dass der Familiennachzug nun auch dann bewilligt werden kann, wenn eines der Kinder nach der obligatorischen Schulzeit im Ausland eine Lehrstelle oder ein Studium angetreten hat und ein selbständiges Leben führen kann. Diese Anpassung der Praxis trägt der erhöhten Selbständigkeit der Jugend Rechnung, die in den letzten Jahren im Ausland wie auch in der Schweiz stattgefunden hat.

Demgegenüber kann diese Flexibilität, und sei es auch nur für eine bestimmte Dauer, bei noch schulpflichtigen Kindern nicht angewendet werden, ohne dabei dem Sinn des Familiennachzugs zuwiderzuhandeln. Diese Kinder befinden sich in einem Lebensabschnitt, in dem die Gegenwart ihrer Eltern eine sehr wichtige Rolle spielt. Ueberdies dient ihre Einschulung in der Schweiz nicht zuletzt auch ihrer Integration in die nationale Gemeinschaft. Immerhin können ganz besondere Umstände, beispielsweise schwere Krankheit oder Invalidität, im Einzelfall eine Ausnahme von dieser Regel rechtfertigen. Eine weiter gehende Liberalisierung des Familiennachzugs würde dagegen der Rechtsprechung des Bundesgerichtes zuwiderlaufen.

93.5100

**Frage Scherrer Jürg  
Temposchikanen auf Autobahnen**

**Question Scherrer Jürg  
Limitations de vitesse sur les autoroutes**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Das EJPD hat dem Begehren des Kantons Bern entsprochen, in der Agglomeration Bern definitiv Tempo 80 km/h auf Autobahnen zu verfügen. Dies notabene auf sechsspurigen Strassen. Da stellen sich die folgenden Fragen:

1. Wie kommt das EJPD dazu, weiteren Begehren von Kantonen um Temporeduktionen, angeblich «wegen der Luft», stattzugeben, obwohl jeder weiss, dass der PW-Verkehr die Ziele der Luftreinhalte-Verordnung erreichen wird? (Lastwagen fahren seit jeher Tempo 80 km/h).
2. Sind die weiteren Temposchikanen der Dank des Staates an die Bürger und Automobilisten, welche Millionenbeträge in die Katalysatortechnik investieren und so wirkungsvoll zum Umweltschutz beitragen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le DFJP a répondu favorablement à la demande du canton de Berne, lequel veut limiter définitivement la vitesse à 80 km/h sur les autoroutes dans l'agglomération de Berne. Je souligne que cela s'applique à des routes à six voies. On est amené à se poser les questions suivantes:

1. Comment le DFJP peut-il accéder à des demandes des cantons concernant les limites de vitesse, soi-disant «cause de la pollution atmosphérique», alors que chacun sait que pour le trafic des voitures de tourisme, les objectifs de l'ordonnance sur la pureté de l'air seront atteints? (Les poids lourds roulent depuis toujours à 80 km/h.)
2. Est-ce avec ces nouvelles chicanes sur les limites de vitesse que l'Etat compte remercier les citoyens et les automobilistes qui investissent des sommes de plusieurs millions dans la technique des pots catalytiques et contribuent ainsi de manière efficace à la protection de l'environnement?

**Bundesrat Koller:** Nach Artikel 31 der Luftreinhalte-Verordnung müssen die kantonalen Behörden einen Massnahmenplan erlassen, wenn in einem Gebiet übermässige Immissionen festgestellt oder erwartet werden. Der Massnahmenplan muss u. a. die Massnahmen zur Verhinderung oder Beseitigung der übermässigen Immissionen sowie den Beitrag enthalten, den die einzelnen Massnahmen dazu leisten. Sind dabei Fahrzeuge und Verkehrsanlagen Quellen von solchen übermässigen Immissionen, dann hat die kantonale Behörde die erforderlichen baulichen, betrieblichen, verkehrslenkenden und beschränkenden Massnahmen zu treffen.

Zur Frage 1: Die nach Artikel 27 der Luftreinhalte-Verordnung vom Kanton Bern durchgeführte Ueberwachung der Luftverunreinigung hat ergeben, dass in der Region der Stadt Bern die Immissionsgrenzwerte für Stickoxid flächenhaft überschritten werden. Gestützt auf den 1992 von der Berner Regierung verabschiedeten Massnahmenplan hat der Regierungsrat meinem Departement den Antrag gestellt, Geschwindigkeitsbeschränkungen auf den Nationalstrassen N 1, N 6 und N 12 in der Region der Agglomeration Bern im Sinne von Artikel 32 Absatz 3 des Strassenverkehrsgesetzes zu bewilligen.

Mein Departement unterstützt die im gesetzlichen Rahmen liegenden Bestrebungen der Kantone um eine bessere Luft in Problemgebieten und hat daher am 9. Juni dem Gesuch des Kantons Bern stattgegeben.

Zur Frage 2: Infolge der Zunahme der mit Katalysator ausgerüsteten Fahrzeuge nimmt die Stickoxidbelastung jährlich ab. Zum heutigen Zeitpunkt sind jedoch erst rund 54 Prozent der in der Schweiz immatrikulierten Fahrzeuge entsprechend ausgerüstet, und bei den über 70 Millionen ausländischen Fahrzeugen, die alljährlich unser Land durchfahren, dürfte der Anteil noch bedeutend kleiner sein. Gestützt auf diese Tatsache und nach den Erfahrungen des Versuchs von Tempo 100/70 können Geschwindigkeitsreduktionen in Gebieten mit hoher Stickoxidbelastung einen nicht zu unterschätzenden Beitrag zur Verbesserung der Luftqualität leisten.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass mein Departement Gesuche der in der Sache zuständigen Kantone nur dann bewilligt, wenn die gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind, wozu auch die Einhaltung des Verhältnismässigkeitsprinzips gehört. Von Willkür oder Schikanen kann somit nicht die Rede sein.

**Scherrer Jürg:** Die Ozon-Temposchikanen im Sommer 1991 waren ein völliger Flop. Sie haben seither mehrmals bekräftigt, dass keine weiteren Temporeduktionen beschlossen würden. Haben Sie keine Bedenken, dass Ihre Glaubwürdigkeit schwindet, wenn nun Ihr eigenes Departement kantonalen Behörden um weitere Temporeduktionen nachgibt?

**Bundesrat Koller:** Herr Scherrer Jürg, ich habe keinerlei Bedenken in bezug auf meine Glaubwürdigkeit. Sie wissen, dass die Zuständigkeit heute ganz klar ist. Nach der Aufgabenteilung zwischen Bund und Kantonen sind heute die Kantone zuständig, auf bestimmten Strecken der Nationalstrassen solche Tempobeschränkungen zum Zweck einer besseren Luftreinhaltung zu erlassen. Und wenn diese gesetzlichen Voraussetzungen erfüllt sind, dann hat mein Departement diese Gesuche zu bewilligen, wobei ich noch einmal betone: Nach dem Gesetz kommen nur bestimmte Strecken, vor allem in Problemgebieten, in Frage. Das war bisher regelmässig der Fall.

93.5105

**Frage Bühmann  
Ex-Jugoslawien.  
Uebertriebene Zahlen von Kriegsflüchtlingen**

**Question Bühmann  
Réfugiés de guerre de l'ex-Yougoslavie.  
Effectif exagéré**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Laut «Tages-Anzeiger» vom 4. Juni 1993 waren die vom EJPD im Jahr 1992 bekanntgegebenen Zahlen von Flüchtlingen aus Ex-Jugoslawien, die sich in der Schweiz aufhalten sollen, viel zu hoch. Das gleiche EJPD hat von 70 000 auf 11 293 zurückbuchstabieren müssen. So viele Visa sollen im Rahmen der Aktion «Bosnien» tatsächlich erteilt worden sein. Wie erklärt sich der Bundesrat diese massiv übertriebenen Zahlen, die der Oeffentlichkeit bekanntgegeben worden sind?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

A en croire le «Tages-Anzeiger» du 4 juin 1993, le DFJP a, en 1992, beaucoup exagéré le nombre des réfugiés de guerre de l'ex-Yougoslavie qui devaient à l'époque séjourner en Suisse. Plus tard, ledit DFJP a affirmé qu'ils n'étaient pas 70 000, mais 11 293, autrement dit autant que le nombre de visas que notre pays avait délivrés dans le cadre de la campagne «Bosnie». Comment le Conseil fédéral explique-t-il que le DFJP ait communiqué des chiffres aussi exagérés?

**Bundesrat Koller:** Mein Departement hat weder von 70 000 auf 11 293 zurückbuchstabiert noch massiv übertrieben. Mein Departement hat nicht behauptet, die Schweiz habe 70 000 bosnische Flüchtlinge aufgenommen, sondern es hat festgehalten, dass sich schätzungsweise 50 000 bis 70 000 Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien, also auch Kroaten, Serben, Kosovo-Albaner usw., zusätzlich in der Schweiz aufhalten, die sich – das möchte ich hier unterstreichen – ohne die Unruhen und kriegerischen Ereignisse nicht in der Schweiz befänden. Ausserdem verfügt nicht jeder dieser Menschen über ein Visum. Es gab bekanntlich vor der Einführung der Visumpflicht einen sehr starken unkontrollierten Zustrom. Dies war übrigens ein wichtiger Grund, weshalb der Bundesrat auf den 1. Januar 1992 für alle Ex-Jugoslawen, mit Ausnahme der Slowenen, den Visumzwang eingeführt hat. Seit dem 1. Januar 1992 wurden etwa 60 000 solcher normalen Visa erteilt.

In den vom Departement genannten Zahlen sind auch jene Personen eingeschlossen, die bereits in unserem Land waren, an sich aber hätten zurückkehren müssen, indessen wegen der Ereignisse nicht zurückgeschickt werden konnten. Ein Teil dieser Zahl von 70 000 wurde zudem immer als – wenn auch fundierte – Schätzung deklariert.

Abschliessend möchte ich festhalten, dass die Schweiz von allen westeuropäischen Ländern die verhältnismässig grösste Kolonie von Leuten aus Ex-Jugoslawien hat und, zusammen mit Deutschland, Oesterreich und Schweden, während des Bürgerkriegs am meisten Personen aus dem ehemaligen Jugoslawien aufgenommen hat.

**Frau Bühmann:** Der grösste Teil der Leute aus Ex-Jugoslawien, die wir aufgenommen haben, ist privat untergebracht; sie werden ökonomisch von ihren Angehörigen in der Schweiz am Leben gehalten. Das nur eine Bemerkung zur hohen Zahl derer, die sich im Land aufhalten. Wir haben auch eine spezielle Verantwortung für sie, sind sie doch eine grosse Gruppe unserer Fremdarbeiterinnen und Fremdarbeiter.

Jetzt aber zur Zusatzfrage: Im Dezember hat der Bundesrat ein Kontingent von 5000 Flüchtlingen neu bewilligt. Ich möchte fragen, wie hoch die Zahl der Leute ist, die sich im Rahmen dieses Kontingents in der Schweiz aufhalten.

Bundesrat **Koller**: Frau Bühlmann, wir haben nie behauptet, dass wir diese rund 50 000 bis 70 000 Personen aus Ex-Jugoslawien auf Staatskosten in unserem Land aufgenommen hätten. Da sind wir uns vollständig einig, und es besteht keinerlei Meinungsverschiedenheit.

In bezug auf die Zahl derjenigen Personen aus Ex-Jugoslawien, die aufgrund dieser besonderen Bundesratsbeschlüsse aufgenommen worden sind, also im Rahmen diese Aufnahmeaktionen, meldet mir das Bundesamt für Flüchtlinge, dass es heute 5308 Flüchtlinge sind.

93.5119

**Frage Scherrer Jürg**  
**Blockierung des Gotthardtunnels durch Greenpeace**

**Question Scherrer Jürg**  
**Blocage du tunnel du Gothard par Greenpeace**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

In der Fragestunde vom 28. September 1992 erklärte der Vorsteher des EJPD, dass die Strafuntersuchung gegen 29 Beschuldigte, welche mit dieser Aktion den Tatbestand der Nötigung in Verbindung mit einem schweren SVG-Delikt begangen hatten, abgeschlossen sei und die Akten in den «nächsten Tagen» der Staatsanwaltschaft Uri überwiesen werden würden.

Seither ist jedoch nicht bekanntgeworden, ob gegen diese kriminellen Anklage erhoben worden ist oder eine Gerichtsverhandlung stattgefunden hat.

Was ist der Stand der Dinge?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

A l'heure des questions du 28 septembre 1992, le chef du DFJP déclarait que l'enquête pénale ouverte contre 29 inculpés ayant commis, par cet acte, un grave délit de contrainte, en infraction à la LCR, était close, et que le dossier serait transmis dans les jours suivants au ministère public d'Uri. Depuis, on ne sait pas si une action en justice a été intentée contre ces criminels ou si un procès a eu lieu. Où en sont les choses?

Bundesrat **Koller**: Die Erkundigungen bei der Staatsanwaltschaft des Kantons Uri, die hierfür zuständig ist, haben folgendes ergeben: Seit Februar 1993 sind keine weiteren Schritte erfolgt. Die Strafbefehle sollen im Juni 1993 erlassen werden. Eine Basler Firma, deren Fahrzeug im Stau fünf Stunden blockiert war, stellte eine Schadenersatzforderung. Greenpeace bestritt die Forderung, worauf die Firma den Rechtsweg beschritt. Noch vor der Durchführung der Hauptverhandlung beim Bezirksgericht Zürich bezahlte der Vertreter der beklagten Greenpeace der Klägerin die eingeklagte Forderung samt geltend gemachten Nebenkosten, «wobei dies lediglich aus Kostengründen und ohne Anerkennung einer Rechtspflicht» erfolgt sei.

**Scherrer Jürg**: Es ist ein Skandal, wie der Kanton Uri diese Sache verschleppt.

Herr Bundesrat, wann werden Sie beim Kanton Uri intervenieren, damit die Sache vorwärtsgelht? Etwa in der gleichen Art, wie Sie bei den Kantonen intervenieren, wenn verschärfte Geschwindigkeitskontrollen durchgesetzt werden sollen?

Bundesrat **Koller**: Herr Scherrer Jürg, die Strafverfolgung fällt bekanntlich in die Kompetenz der Kantone, und wir werden Ende Juni wieder nachfragen, ob diese Strafbefehle jetzt wirklich erlassen worden sind.

93.5128

**Frage Gysin**  
**Schutz des Schweizerwappens**

**Question Gysin**  
**Protection du drapeau suisse**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Der Bundesrat hiess am 13. September 1989 ein Postulat gut, das eine Aenderung des Bundesgesetzes vom 5. Juni 1931 zum Schutz öffentlicher Wappen und anderer öffentlicher Zeichen in dem Sinne forderte, dass einer fortschreitenden Verkommerzialisierung des schweizerischen Hoheitszeichens Einhalt geboten wird.

1. Teilt der Bundesrat nach wie vor seine seinerzeitige Auffassung, die zur Annahme des Postulates führte?
2. Was hat der Bundesrat bisher unternommen, um der fortschreitenden Verkommerzialisierung des schweizerischen Hoheitszeichens Einhalt zu gebieten?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le 13 septembre 1989, le Conseil fédéral a accepté un postulat demandant une modification de la loi fédérale du 5 juin 1931 pour la protection des armoiries publiques et autres signes publics, afin de mettre un frein à la commercialisation abusive de l'emblème suisse.

1. Le Conseil fédéral est-il toujours de l'avis qui le conduisit à l'époque à accepter le postulat?
2. Qu'a-t-il entrepris depuis lors, précisément pour mettre un frein à la commercialisation abusive de l'emblème national?

Bundesrat **Koller**: Der Schutz der Hoheitszeichen ist anlässlich der Arbeiten zur Totalrevision des Bundesgesetzes über den Schutz von Marken und Herkunftsangaben – das revidierte Gesetz ist seit dem 1. April 1993 in Kraft – überprüft worden. Dabei hat sich gezeigt, dass dieser Schutz sehr kontrovers, d. h. entweder als zu streng oder dann als zu liberal, beurteilt wird.

Für die Durchsetzung des Wappenschutzgesetzes sind die Kantone zuständig. Die dabei bestehenden Probleme sind bekannt. Einerseits wird die zunehmende Verkommerzialisierung der Hoheitszeichen beklagt, andererseits besteht ein grosses Bedürfnis, Hoheitszeichen als Herkunftsbezeichnungen und Werbeträger zu nutzen. Die Unterscheidung zwischen dem erlaubten dekorativen und dem in gewissen Formen unzulässigen geschäftlichen Gebrauch der Hoheitszeichen ist in der Praxis oft schwierig. Das gleiche gilt für die Abgrenzung zwischen erlaubter stilisierter Wiedergabe und unzulässiger Nachahmung von Hoheitszeichen.

Der Gesetzgeber hat den Schutz der Hoheitszeichen im Rahmen der Markenrechtsrevision aufgrund der sich zuwiderlaufenden Interessen grundsätzlich unverändert gelassen. Einzige Ausnahme bildet der Gebrauch der schweizerischen Hoheitszeichen im Zusammenhang mit den neu in unserer Rechtsordnung eingeführten Dienstleistungsmarken. Hier hat der Gesetzgeber die schon bisher im Dienstleistungsbereich zulässige Verwendung schweizerischer Hoheitszeichen neu auch zur Hinterlegung als Dienstleistungsmarke erlaubt.

**Gysin**: Das Wappenschutzgesetz stammt aus der Zeit zwischen dem Ersten und dem Zweiten Weltkrieg. In den letzten Jahren, seit dem Zusammenbruch des Ostblocks, mit den aufgekommene Fragen betreffend EG und EWR und die Gatt-Verhandlungen, hat sich unsere Situation als Handelspartner verändert.

Herr Bundesrat, sind Sie nicht auch der Meinung, dass dieses Gesetz, das in einer Zeit des Protektionismus entstanden ist, den neuen Gegebenheiten anzupassen wäre? Beabsichtigen Sie, dieses Gesetz in nächster Zeit zu revidieren?

Bundesrat **Koller**: Persönlich bin ich der Meinung, dass das kein prioritäres Gesetzgebungspostulat sein kann. Ich habe in

meinem Departement, wenn ich mich nicht täusche, zurzeit über 15 Gesetzgebungsvorlagen in Vorbereitung. Sie beschwören uns selber immer wieder, dass wir klare Prioritäten setzen, und deshalb kann ich mir nicht vorstellen, dass wir in dieser Legislatur Zeit hätten, dieses Gesetz zu revidieren, das wir im Rahmen des Markenschutzgesetzes dem Gesetzgeber zur Diskussion vorgelegt haben.

93.5130

**Frage Zisyadis**  
**Pensionierungsalter der Frauen**  
**im öffentlichen Dienst**

**Question Zisyadis**  
**Age de la retraite des femmes**  
**dans la fonction publique**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Der Kanton Graubünden hat kürzlich beschlossen, das Pensionierungsalter für Frauen im öffentlichen Dienst auf das 65. Altersjahr hinaufzusetzen. Ist diese Entscheidung nicht verfassungswidrig?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le canton des Grisons vient de décider de porter à 65 ans la retraite des femmes dans la fonction publique. Cette décision n'est-elle pas anticonstitutionnelle?

**Bundesrat Koller:** Wir erachten die Anhebung des Pensionierungsalters der Frauen im öffentlichen Dienst eines Kantons prima facie nicht als verfassungswidrig. Sie erscheint uns insbesondere mit Artikel 4 Absatz 2 der Bundesverfassung grundsätzlich vereinbar. Um die Frage abschliessend beurteilen zu können, ob eine solche kantonale Massnahme allenfalls anderen bundesrechtlichen Bestimmungen und Grundsätzen – insbesondere im Sozialversicherungsrecht und auf Gesetzesstufe – widerspricht, bedürften wir allerdings zusätzlicher Informationen über den kantonalen Erlassentwurf, der Gegenstand Ihrer Frage ist.

Es obliegt im übrigen ja letztlich dem Bundesgericht, die Verfassungsmässigkeit kantonalrechtlicher Gesetze zu beurteilen.

93.5097

**Frage Vetterli**  
**Verordnung**  
**über das ausserdienstliche Schiesswesen**

**Question Vetterli**  
**Ordonnance sur le tir hors service**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Steigerung der Teilnehmerzahl um 21 591 Schützen auf über 236 000 Freiwillige ist erfreulich. 99 Prozent der Mehrbeteiligung gehen auf das Konto der 300-Meter-Schützen. Die Zunahme mit der Pistole hält sich mit plus 235 in bescheidenem Rahmen.

Bescheiden ist nach wie vor die Zahl der Pistolenschützen, die ihr Feldschiessen auf der 25-Meter-Distanz absolvieren. Nur 10 000 bis 12 000, rund 40 Prozent, entscheiden sich jeweils für die Kurzdistanz.

Gemäss Verordnung des EMD über das Schiesswesen ausser Dienst, Anhang 1 zu Artikel 25 Ziffer 12 Absatz 6, darf das Feldschiessen, wie das obligatorische Bundesprogramm, mit Faustfeuerwaffen nur freihändig geschossen werden: «Die

Waffe darf nur mit einer Hand und mit freiem Arm gehalten werden.»

In der Ausbildung wird aber sowohl in der Armee wie auch bei der Polizei zweckmässigerweise zweihändig auf 25 Meter und kürzere Distanzen geschossen. Die Umstellung im ausserdienstlichen Schiessen auf «freihändig» macht vielen Schützen Mühe, hält sie davon ab, freiwillig das Feldschiessen zu absolvieren.

Ist der Bundesrat nicht auch der Meinung, dass eine Aenderung des erwähnten Absatzes 6, in dem Sinne, dass wahlweise ein- oder zweihändig geschossen werden kann, zweckmässig wäre und dass damit die 25-Meter-Distanz gefördert werden könnte?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Il est réjouissant de constater que le nombre de tireurs a augmenté de 21 591 pour s'inscrire à plus de 236 000 volontaires. 99 pour cent de cette progression sont dus aux adeptes du tir à 300 mètres. Le nombre de tireurs au pistolet n'a connu qu'une augmentation modérée de 235 personnes.

Le nombre de tireurs au pistolet qui effectuent leur tir en campagne à une distance de 25 mètres reste peu élevé. Seuls 10 000 à 12 000 d'entre eux, à savoir 40 pour cent, optent pour la distance la plus courte.

Conformément à l'appendice 1 à l'article 25 chiffre 12 alinéa 6 de l'ordonnance du DMF sur le tir hors du service, «on ne peut tirer avec des armes de poing qu'en position debout, à bras franc», comme pour le programme obligatoire. «L'arme ne peut être tenue que d'une main et bras tendu.»

Or, lors de la formation, tant à l'armée que dans la police, les personnes s'exercent à tirer – à juste titre – à deux mains à une distance de 25 mètres ou moins. Nombreux sont ceux qui ont du mal, lors du tir hors du service, à s'adapter à la technique à bras franc, ce qui les retient de se porter volontaires pour le tir en campagne.

Le Conseil fédéral n'estime-t-il pas aussi qu'il conviendrait de modifier l'alinéa 6 susmentionné, de manière à ce que les tireurs puissent choisir entre le tir à une main et le tir à deux mains, ce qui les encouragerait à tirer à une distance de 25 mètres?

**Bundesrat Villiger:** Im Anschluss an die Totalrevision des Bundesgesetzes über die Militärorganisation und dessen Umbenennung in «Militärgesetz» muss auch die Verordnung des EMD über das Schiesswesen ausser Dienst revidiert werden. Bei dieser Gelegenheit kann beim Pistolenbundesprogramm und beim Pistolenfeldschiessen ab 1995 auch das zweihändige Schiessen zugelassen werden.

Die Geschäftsleitung des EMD – die frühere Kommission für militärische Landesverteidigung – hat im Februar dieses Jahres schon in diesem Sinn entschieden. Es dauert also noch eine Weile, bis wir das Ganze revidieren, aber dann wird es möglich sein.

93.5120

**Frage von Felten**  
**Gemeinschaftsdienst. Obligatorium für Frauen**

**Question von Felten**  
**Service communautaire obligatoire**  
**pour les femmes**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Im März 1993 wurde der Bericht «Gemeinschaftsdienst aus der Sicht von Frauen» von Frauen einer Gesamtverteidigungs-Arbeitsgruppe verabschiedet, der ein Gemeinschaftsdienst-Obligatorium für Frauen befürwortet.

Soll dieses Obligatorium eingeführt werden? Wenn ja, in welchem Rahmen und zu welchem Zeitpunkt?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

En mars 1993, des femmes appartenant à un groupe de travail étudiant le problème de la défense générale ont adopté un rapport sur le service communautaire obligatoire dans l'optique des femmes, rapport qui préconise qu'un tel service soit rendu obligatoire pour les femmes.

Ce service obligatoire sera-t-il créé? Si oui, dans quelles conditions et à quel moment?

**Bundesrat Villiger:** Der Bundesrat hat am 23. Dezember 1992 die Studienkommission «Allgemeine Dienstpflicht» eingesetzt. Die Kommission hat den Auftrag, Vorschläge zu unterbreiten, ob überhaupt und für wen in der Schweiz eine allgemeine Dienstpflicht beziehungsweise ein Gemeinschaftsdiens eingeführt werden soll.

Der von Frau von Felten angesprochene Bericht «Gemeinschaftsdienst aus der Sicht von Frauen» ist ein internes Arbeitspapier für die Mitglieder der Studienkommission. Die Frage, inwieweit Frauen im Rahmen eines solchen Gemeinschaftsdienstes einzubeziehen seien, wird in jedem Fall Gegenstand des für 1995 erwarteten Berichtes der Studienkommission sein. Entscheide liegen überhaupt noch keine vor. Die Frage ist also alles andere als diskussionsreif.

93.5123

**Frage Columberg**  
**Kaserne Neuchlen-Anschwilen.**  
**Baubeginn**

**Question Columberg**  
**Caserne de Neuchlen-Anschwilen.**  
**Début des travaux**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Am 6. Juni 1993 hat das Schweizer Volk die Waffenplatz-Initiative abgelehnt. Demnach kann der Waffenplatz Neuchlen-Anschwilen endlich verwirklicht werden. Gemäss Aussagen des Gesamtprojektleiters soll aber erst 1994 mit den Bauarbeiten für die Hauptteile des Aus- und Neubauprojektes begonnen werden.

Ist der Bundesrat nicht auch der Ansicht, dass nach dem positiven Volksentscheid alles daranzusetzen ist, um noch in diesem Herbst mit dem Bauarbeiten beginnen zu können?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le 6 juin 1993, le peuple suisse a rejeté l'initiative sur les places d'armes. On peut donc enfin construire la place d'armes de Neuchlen-Anschwilen. Or, à en croire le responsable du projet, les travaux portant sur les parties principales du projet d'aménagement et de construction ne devraient débuter qu'en 1994.

Le Conseil fédéral ne pense-t-il pas comme moi qu'au lendemain du vote populaire, il convient de tout mettre en oeuvre pour que les travaux puissent commencer dès cet automne?

**Bundesrat Villiger:** Das EMD hat selber auch Interesse daran, mit dem Bau der Kaserne Neuchlen-Anschwilen sobald wie möglich zu beginnen. Wie der Bundesrat heute vor einer Woche an diesem Pult erklärt hat, muss nach dem Volksentscheid vom 6. Juni 1993 zunächst das Submissionsverfahren völlig neu eingeleitet werden. Das EMD hofft aber, mit den Bauarbeiten noch in diesem Herbst beginnen zu können.

**Präsident:** Ich erkläre die Fragestunde als geschlossen. Die restlichen Fragen werden schriftlich beantwortet.

93.5106

**Frage Rechsteiner**  
**Nichtbezahlung des Militärpflichtersatzes.**  
**Freiheitsstrafen**

**Question Rechsteiner**  
**Non-paiement de la taxe militaire.**  
**Non-punissabilité**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Der Bundesrat hat die Botschaft zur Aenderung des Bundesgesetzes über den Militärpflichtersatz verabschiedet, wobei er beantragt, die Bestrafung der Nichtbezahlung der Abgabe mit Freiheitsentzug wegen Verfassungswidrigkeit abzuschaffen (Art. 59 Abs. 3 BV: «Der Schuldverhaft ist abgeschafft.»).

Ist der Bundesrat nicht auch der Auffassung, dass ab sofort keine Strafverfolgung oder mindestens keine Strafvollzüge wegen Nichtleistung des Militärpflichtersatzes mehr stattfinden sollten?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Le Conseil fédéral a adopté le message concernant la modification de la loi sur la taxe d'exemption du service militaire. Il y propose de supprimer la disposition prévoyant une peine privative de liberté pour le non-paiement de la taxe, vu le caractère anticonstitutionnel d'une telle mesure. (Voir à cet effet l'art. 59 al. 3 de la constitution: «La contrainte par corps est abolie.»)

Le Conseil fédéral n'est-il pas aussi d'avis qu'il convient de ne plus ouvrir de poursuite pour non-paiement de la taxe militaire ou du moins de ne plus exécuter les peines prononcées en vertu de la disposition y afférente?

*Schriftliche Antwort des Bundesrates*

Mit der Verabschiedung der Botschaft ist noch kein neues Recht geschaffen worden. Bis zum Inkrafttreten der neuen Bestimmungen muss somit das heute geltende Recht weiterhin zur Anwendung gelangen.

93.5118

**Frage Haering Binder**  
**Sexuelle Belästigungen**  
**in der Bundesverwaltung?**

**Question Haering Binder**  
**Harcèlement sexuel des femmes**  
**dans l'administration fédérale?**

*Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Vor einiger Zeit veröffentlichte die Eidgenössische Kommission für Frauenfragen einen Bericht zu den Problemen der sexuellen Belästigungen am Arbeitsplatz.

In diesem Zusammenhang frage ich den Bundesrat an:

1. Sind auch in der Bundesverwaltung Fälle sexueller Belästigungen bekanntgeworden? Wie viele Fälle?
2. Welche Sanktionen wurden dabei ergriffen, und welche Massnahmen sind diesbezüglich im präventiven Bereich vorgesehen?

*Texte de la question du 14 juin 1993*

Il y a quelque temps, la Commission fédérale pour les questions féminines a publié un rapport concernant les problèmes de harcèlement sexuel au travail. A ce sujet, je prie le Conseil fédéral de répondre aux questions suivantes:

1. Des cas de harcèlement sexuel ont-ils été dénoncés dans l'administration fédérale également? Combien?
2. Quelles sanctions ont été prises et quelles mesures sont prévues à cet égard dans le domaine de la prévention?

#### *Schriftliche Antwort des Bundesrates*

1. Der Bundesrat ist sich bewusst, dass leider auch in der Bundesverwaltung Fälle sexueller Belästigung am Arbeitsplatz vorkommen. Allerdings kann er keine Auskunft über das Ausmass der bekanntgewordenen Vorkommnisse geben, da üblicherweise dezentral – d. h. auf Bundesamts- oder Departementsstufe – Lösungen gesucht und Massnahmen ergriffen werden.

2. Mit dem Disziplinarrecht bieten sich geeignete Sanktionsmassnahmen an – vom Verweis bis zur disziplinarischen Entlassung –, um Fälle sexueller Belästigung am Arbeitsplatz zu ahnden. Einerseits stehen also Disziplinarmassnahmen, andererseits aber auch strafrechtliche Sanktionen zur Verfügung.

Der Bundesrat ist ausserdem der Ansicht, dass eine ernsthaft betriebene Frauenförderung eine gute Prävention gegen sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz darstellt. Mit seinem Beschluss der Weisungen über die Verbesserung der Vertretung und der beruflichen Stellung des weiblichen Personals in der allgemeinen Bundesverwaltung vom 18. Dezember 1991 hat er die Bundeskanzlei, die Generalsekretariate und die Bundesämter klar beauftragt, Frauenförderungsprogramme zu erstellen und umzusetzen. Im Rahmen dieser Förderungsprogramme werden in vielen Bundesämtern Gleichstellungsbeauftragte ernannt, die als Anlaufstellen auch im Falle einer sexuellen Belästigung dienen können.

93.5126

#### **Frage Misteli Öffentliche Aufträge und Gleichstellung**

#### **Question Misteli Commandes publiques et égalité entre hommes et femmes**

#### *Wortlaut der Frage vom 14. Juni 1993*

Die Motion 9 vom 19. Mai 1992 der Minderheit der Kommission des Nationalrates (Ad 92.037) zum Legislaturprogramm betreffend Revision und Ergänzung der Submissionsverordnung unter Berücksichtigung der Gleichstellung von Mann und Frau (Ziff. B1/2) wurde am 17. Juni 1992 als Postulat überwiesen.

Der Bundesrat hat in seiner Antwort Massnahmen angekündigt, um in Zukunft bei der Vergabe von öffentlichen Aufträgen den Postulaten der Gleichstellung und -berechtigung stärker Nachdruck zu verleihen.

Wie weit ist die Erarbeitung dieser Massnahmen fortgeschritten? Wann sind konkrete Vorschläge zu erwarten?

Inwiefern sieht der Bundesrat Möglichkeiten, seine Subventionen an Kantone, Gemeinden, Bundesbetriebe und öffentliche Institutionen an die gleichen Vorgaben zu binden?

#### *Texte de la question du 14 juin 1993*

La motion No 9 adoptée le 19 mai 1992 par la minorité de la commission du Conseil national (ad 92.037), programme de la législature, révision et élargissement de l'ordonnance sur les soumissions, compte tenu de l'égalité entre hommes et femmes (ch. B1/2) a été transmise au Conseil fédéral le 17 juin 1992 sous la forme d'un postulat.

Dans sa réponse, le Conseil fédéral a annoncé qu'il prendrait des mesures pour donner, à l'avenir, plus de poids au postulat de l'égalité des droits entre hommes et femmes lorsqu'il procéderait à l'adjudication de commandes publiques.

Où en est-il dans l'élaboration de ces mesures? Quand présentera-t-il des propositions concrètes?

Quelles possibilités voit-il de lier aux mêmes conditions l'attribution des subventions aux cantons, aux communes, aux entreprises de la Confédération et autres institutions publiques?

#### *Schriftliche Antwort des Bundesrates*

1/2. Im Rahmen der marktwirtschaftlichen Erneuerung, erstes Paket, hat der Bundesrat am 20. Januar 1993 das EDI sowie das EFD beauftragt, die Submissionsverordnung bzw. die Einkaufsverordnung zu revidieren.

– Der Bundesrat ist daran zu prüfen, ob das Prinzip der Gleichstellung von Frau und Mann – namentlich das Prinzip der Lohngleichheit – in der Submissionsverordnung statuiert werden soll.

– Ebenso prüft der Bundesrat, ob in der Einkaufsverordnung für den Bereich der Dienstleistungen verankert wird, dass die in der Branche üblichen Arbeitsbedingungen einzuhalten sind und die Gleichstellung von Frau und Mann, namentlich das Prinzip der Lohngleichheit, zu gewährleisten ist.

Der Bundesrat wird nach den Sommerferien 1993 über die Änderungen der Submissions- und der Einkaufsverordnung befinden.

3. Der Bundesrat bevorzugt aus Gründen der Transparenz, Effizienz und Kontrolle Subventionen, die nicht zusätzlich mit sachfremden Auflagen verbunden werden. Andernfalls wird die periodische Überprüfung nach dem Subventionsgesetz zu sehr erschwert. Diese Überlegungen sprechen dagegen, dass Subventionen generell mit Auflagen betreffend Gleichstellung ergänzt werden. Hingegen begrüsst der Bundesrat Auflagen oder Zusatzleistungen des Subventionsempfängers dort, wo ein enger Zusammenhang zwischen Subventionszweck und Frauenförderung besteht, z. B. bei Subventionen im Hochschulbereich.

93.014

#### **Staatsrechnung 1992 Compte d'Etat 1992**

Botschaft und Beschlussentwürfe vom 31. März 1993  
Message et projets d'arrêtés du 31 mars 1993

Bezug bei der Eidgenössischen Drucksachen- und Materialzentrale, 3000 Bern  
S'obtiennent auprès de l'Office central fédéral des imprimés et du matériel, 3000 Berne

Beschluss des Ständerates vom 3. Juni 1993  
Décision du Conseil des Etats du 3 juin 1993

Kategorie II/IV, Art. 68 GRN – Catégorie II/IV, art. 68 RCN

**Marti Werner, Berichterstatter:** Zur Staatsrechnung 1991 führte Finanzminister Otto Stich aus, dass die Rechnung jeweils die Quittung für gehabte Freuden sei. Unter diesem Gesichtspunkt kann man die Rechnung 1992 sicher als eine saftige Quittung betrachten, wobei man aber gleichzeitig feststellen muss, dass 1992 im Gegensatz zu 1991 kein Jubeljahr mehr war – von gehabten Freuden somit keine Spur.

Gemäss den Bundesbeschlüssen I und II ist lediglich die Abnahme der Staatsrechnung Inhalt unserer Debatte. Selbst wenn ich Sie dazu aufrufen würde, nur zur Staatsrechnung zu sprechen, würde sich ein grosser Teil der Rednerinnen und Redner nicht nur mit der Rechnung, sondern auch mit den Ursachen des Rechnungsergebnisses und insbesondere mit den Auswirkungen und den Zukunftsaussichten auseinandersetzen. Die Debatte zur Staatsrechnung soll deshalb nicht nur eine jährlich wiederkehrende «Leichenschau» sein, sondern vielmehr Standortbestimmung und Ausblick.

Zuerst zur Standortbestimmung und damit zu den Zahlen: Die Finanzrechnung schliesst mit einem Ausgabenüberschuss von 2,863 Milliarden Franken und die Erfolgsrechnung mit einem Ausgabenüberschuss von 4,031 Milliarden Franken ab.

## Fragestunde

### Heure des questions

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1993
Année	
Anno	
Band	III
Volume	
Volume	
Session	Sommersession
Session	Session d'été
Sessione	Sessione estiva
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	10
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	---
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.06.1993 - 14:30
Date	
Data	
Seite	1148-1164
Page	
Pagina	
Ref. No	20 022 824

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.